



RÉSEAU OUEST-AFRICAIN POUR  
L'ÉDIFICATION DE LA PAIX

L'ÉDIFICATION DES RELATIONS POUR LA PAIX

DE L'ENGAGEMENT À L'ACTION :  
**MOBILISER**  
DES STRATÉGIES INCLUSIVES  
AU SERVICE DE LA PAIX ET DE  
LA DÉMOCRATIE

RAPPORT  
ANNUEL

**20  
25**







**RÉSEAU OUEST-AFRICAIN  
POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX**

L'ÉDIFICATION DES RELATIONS POUR LA PAIX

---

**DE L'ENGAGEMENT À L'ACTION :  
MOBILISER DES STRATÉGIES INCLUSIVES AU  
SERVICE DE LA PAIX ET DE LA DÉMOCRATIE**

---

**RAPPORT  
ANNUEL**

**20  
25**



# Table des Matières

	Sigles et Abréviations.....	02
	Profil de l'organisation .....	04
	Message du Conseil d'Administration .....	09
	Rapport de la Direction .....	14
<b>1</b>	<b>DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 1 : RENFORCEMENT DES MÉCANISMES FONCTIONNELS DE RÉPONSE.....</b>	<b>19</b>
	1.1 Renforcement des systèmes d'alerte précoce et de la capacité de réponse .....	19
	1.2 Suivi, analyse et atténuation de la violence électorale (E-MAM) .....	21
	1.3 Produits d'analyse appliquée et de connaissances pour la prise de décision .....	22
	1.4 Renforcement des capacités d'analyse et de réponse de la société civile grâce au REcAP .....	23
	1.5 Influence sur les politiques et la prise de décision préventive .....	23
	1.6 Renforcement des capacités de coordination et de réponse régionales et continentales.....	24
	1.7 Renforcement des architectures multipartites de prévention des conflits .....	25
<b>2</b>	<b>DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 2 : RENFORCEMENT LA CAPACITÉ DES FEMMES ET DES FILLES À INFLUENCER LES POLITIQUES.....</b>	<b>26</b>
	2.1 Renforcement des capacités et responsabilité.....	26
	2.2 Renforcement du leadership et de la médiation des femmes au niveau communautaire.....	27
	2.3 Élaboration des PAN et influence sur les politiques mondiales.....	29
	2.4 Dialogues stratégiques, campagnes de sensibilisation et partenariats.....	31
<b>3</b>	<b>DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 3 : RENFORCEMENT DES MÉCANISMES D'IMPLICATION ET D'ENGAGEMENT CONCRETS DES JEUNES .....</b>	<b>33</b>
	3.1. Éducation à la paix et développement des capacités des jeunes .....	33
	3.2 Plaidoyer des jeunes et engagement politique.....	35
	3.3 Recherche, innovation et engagement fondé sur des données probantes dans le domaine de la jeunesse .....	35
	3.4 Dialogue sur la jeunesse, la paix et la sécurité et cohésion sociale .....	35
	3.5 Institutionnaliser la participation des jeunes par le biais du PAN-JPS.....	36
	3.6 Programme d'autonomisation transformationnelle et de mentorat des jeunes de WANEP (Y-TEaM).....	37
<b>4</b>	<b>DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 4 : ACCROISSEMENT DE LA RÉSILIENCE ET DES CAPACITÉS COMMUNAUTAIRES POUR UNE PERFORMANCE OPTIMALE.....</b>	<b>39</b>
	4.1 Renforcement de la coordination entre les communautés et l'État et des structures de sécurité locales.....	39
	4.2 Prévention des conflits, dialogue et cohésion sociale au niveau communautaire .....	40
<b>5</b>	<b>DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 5 : UTILISATION LA CAPACITÉ DE RECHERCHE POUR SOUTENIR LA PROMOTION DES POLITIQUES ET LA MISE À PROFIT DES PARTENARIATS.....</b>	<b>42</b>
	5.1 Influence politique fondée sur des données probantes et dialogue stratégique.....	42
	5.1.2. La réunion annuelle 2025 du MSN .....	43
	5.1.3. Dialogue 2025 entre les organisations de la société civile et l'ONU sur l'édification de la paix .....	44
	5.1.4 Le Forum sur la gouvernance au Sahel .....	44
	5.1.5. Dialogue de paix de Berlin 2025 .....	45
	5.2 Analyse et informations pour les processus politiques régionaux et continentaux.....	45
	5.3 Valorisation de la recherche, partenariats et passage de la théorie à la pratique dans le cadre du projet REcAP... 46	
<b>6</b>	<b>DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 6 : RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE ET FINANCIÈRE DE WANEP À REMPLIR SON MANDAT .....</b>	<b>48</b>
	6.1 Renforcement de la gouvernance, du leadership stratégique et de la planification .....	48
	6.2 Performance institutionnelle, responsabilité et apprentissage organisationnel .....	49
	6.3 Renforcement des capacités du personnel, des systèmes et des plaidoyers .....	49
	6.4 Rapport de gestion 2025 – Gestion financière.....	50
	<b>BUREAUX NATIONAUX.....</b>	<b>51</b>
	<b>Album: DIX-HUITIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE WANEP.....</b>	<b>55</b>

# Sigles et Abréviations

<b>AAD</b>	Agence autrichienne de développement
<b>AES</b>	Alliance des États du Sahel
<b>AFSIT</b>	Facilité africaine de soutien aux transitions inclusives
<b>AGRHYMET</b>	Centre Régional d'Agrométéorologie et d'Hydrologie Opérationnelle
<b>APPS-UA</b>	Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de l'UA
<b>C7</b>	Faire face au changement climatique en tant que cause de conflit dans les communautés côtières d'Afrique de l'Ouest
<b>CBO</b>	Organisation communautaire
<b>CDR</b>	Conseil danois pour les réfugiés
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CIDJ</b>	Centre pour l'innovation et le développement du journalisme
<b>CILSS</b>	Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la sécheresse
<b>CIRGL</b>	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
<b>COMESA</b>	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
<b>COPAC</b>	Coalition des organisations de la société civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale
<b>CPCC</b>	Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO
<b>CSD</b>	Coopération suisse au développement
<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine
<b>DANIDA</b>	Agence danoise pour le développement international.
<b>DAPPS-UA</b>	Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de l'UA
<b>DFID/FCDO</b>	Bureau britannique des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement
<b>DMMU</b>	Unité de gestion et d'atténuation des catastrophes (Zambie)
<b>ECOWARN</b>	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
<b>E-MAM</b>	Projet de suivi, d'analyse et d'atténuation de la violence électorale
<b>EUCAP Sahel Mali</b>	Mission de renforcement des capacités de l'Union européenne au Mali
<b>EVS RP</b>	Évaluation de la vulnérabilité structurelle et de la résilience des pays
<b>FNUAP</b>	Fonds des Nations Unies pour la population
<b>Fonds EIRÉNÉ</b>	Fonds EIRENE pour l'édification de la paix
<b>FOSDA</b>	Fondation pour la sécurité et le développement en Afrique
<b>FPS</b>	Femmes, paix et sécurité
<b>GIGA</b>	Institut allemand d'études mondiales et régionales
<b>GIZ</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de développement)

<b>GNRE</b>	Groupe national de réponse aux élections
<b>HACT</b>	Approche harmonisée des transferts de fonds
<b>I4P</b>	Infrastructure pour la paix
<b>IGAD</b>	Autorité intergouvernementale pour le développement
<b>JIF</b>	Journée Internationale des Femmes
<b>JPS</b>	Jeunesse, paix et sécurité
<b>KA IPTC</b>	Centre international de formation Kofi Annan au maintien de la paix
<b>MARAC</b>	Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (CEEAC)
<b>NETT4PEACE</b>	Réseau des groupes de réflexion pour la paix
<b>NEWS</b>	Système nationaux d'alerte précoce
<b>NOPSWECO</b>	Réseau des femmes pour la paix et la sécurité auprès de la Commission de la CEDEAO
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>OSF</b>	Open Society Foundations
<b>PA</b>	Protocole d'accord
<b>PAN</b>	Plan d'action national
<b>PAN- FPS</b>	Plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité
<b>PAN-JPS</b>	Plan d'action national pour la jeunesse, la paix et la sécurité
<b>PCEV</b>	Partenariat contre l'extrémisme violent
<b>PEAP</b>	Processus d'examen et d'analyse participatif
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>RAM</b>	Réseau d'appui à la médiation
<b>RCSNU</b>	Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies
<b>REcAP</b>	Réseau de recherche et d'action pour la Paix
<b>SERA</b>	Suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage
<b>SIDA</b>	Agence suédoise de coopération internationale au développement
<b>SIPRI</b>	Institut international de recherches pour la paix de Stockholm
<b>SRAP</b>	Système de réseau, de responsabilité, d'apprentissage et de planification
<b>SSE</b>	Salle de situation électorale
<b>STAR-Ghana</b>	Renforcer la transparence, la responsabilité et la réactivité Ghana
<b>UA</b>	Union africaine
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire ouest-africaine
<b>UNOWAS</b>	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
<b>WANEP</b>	Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix.
<b>WAPI</b>	Institut ouest africain d'édification de la paix
<b>WARM</b>	Mécanisme d'alerte et de réponse en Afrique de l'Ouest (auparavant WARN)
<b>WIPNET</b>	Réseau des femmes dans la consolidation de la paix (ancien nom du programme FPS)
<b>WODI</b>	Indice de développement organisationnel de WANEP
<b>Y-TEaM</b>	Programme d'autonomisation transformationnelle et de mentorat des jeunes



# Profil de L'organisation

**Le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP)** est la principale organisation non gouvernementale régionale, créée en 1999 en réponse aux guerres civiles, aux instabilités et aux crises humanitaires qui ont frappé l'Afrique de l'Ouest dans les années 1990. WANEP est largement reconnu pour son rôle important dans la prévention des conflits et l'édification de la paix en tant qu'organisation régionale de la société civile.

Au fil des ans, WANEP s'est imposé comme une organisation incontournable en Afrique de l'Ouest, ayant réussi à établir des bureaux nationaux dans 15 pays et à mobiliser plus de 750 organisations membres à travers la région.

WANEP met l'accent sur les initiatives de collaboration en faveur de l'édification de la paix, en impliquant des acteurs tant étatiques que non étatiques, et en établissant des plateformes de dialogue, de partage d'expériences et d'apprentissage visant à garantir une paix et un développement durables.

WANEP a conclu un protocole d'accord permanent avec la CEDEAO, devenant ainsi la première organisation de la société civile à bénéficier d'un tel statut dans le cadre de la mise en œuvre du système régional d'alerte précoce et de réponse, ECOWARN. Il a également conclu un protocole d'accord avec l'Union africaine afin de soutenir son Département de la paix et de la sécurité dans la mise en œuvre de l'architecture de paix et de sécurité de l'UA (APSA), y compris l'intégration de la dimension de genre dans cette architecture.

Par ailleurs, WANEP organise des cours de formation professionnelle dans les domaines de la prévention

des conflits et de l'édification de la paix, avec un accent particulier sur le renforcement des capacités. Ces formations visent à renforcer les compétences des citoyens de la CEDEAO, des organisations intergouvernementales, des institutions publiques, des organisations de la société civile et du monde des affaires dans toute la région.

En 2002, WANEP a créé l'**Institut pour la l'édification de la paix en Afrique de l'Ouest (WAPI)** pour servir de plateforme officielle de formation et de renforcement des capacités, dans le but de former des professionnels compétents dans le domaine de l'édification de la paix. Après environ 15 ans de mise en œuvre, WAPI a fait l'objet de réévaluation et de décentralisation et fonctionne actuellement à l'échelle nationale sur l'ensemble du continent.

WANEP apporte également son soutien à la **Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)** dans la mise en œuvre des volets relatifs à la société civile de son mécanisme d'alerte précoce, MARAC.

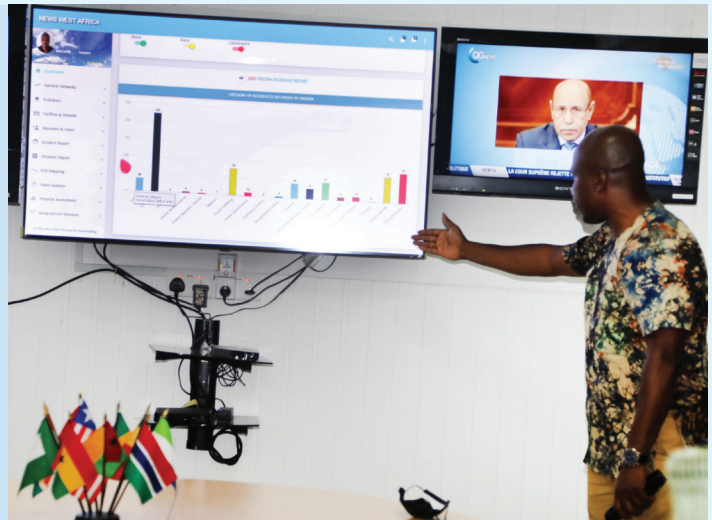
## NOTRE APPROCHE

WANEP est une organisation de réflexion, de formation et de plaidoyer basée sur la recherche, guidée par le principe d'une approche collaborative en matière d'édification de la paix. Au lieu d'adopter une approche militante, WANEP fonctionne comme un partenaire professionnel des acteurs étatiques, interétatiques et internationaux pour développer, mettre en œuvre et évaluer les méthodes et les instruments d'édification de la paix et de prévention des conflits.

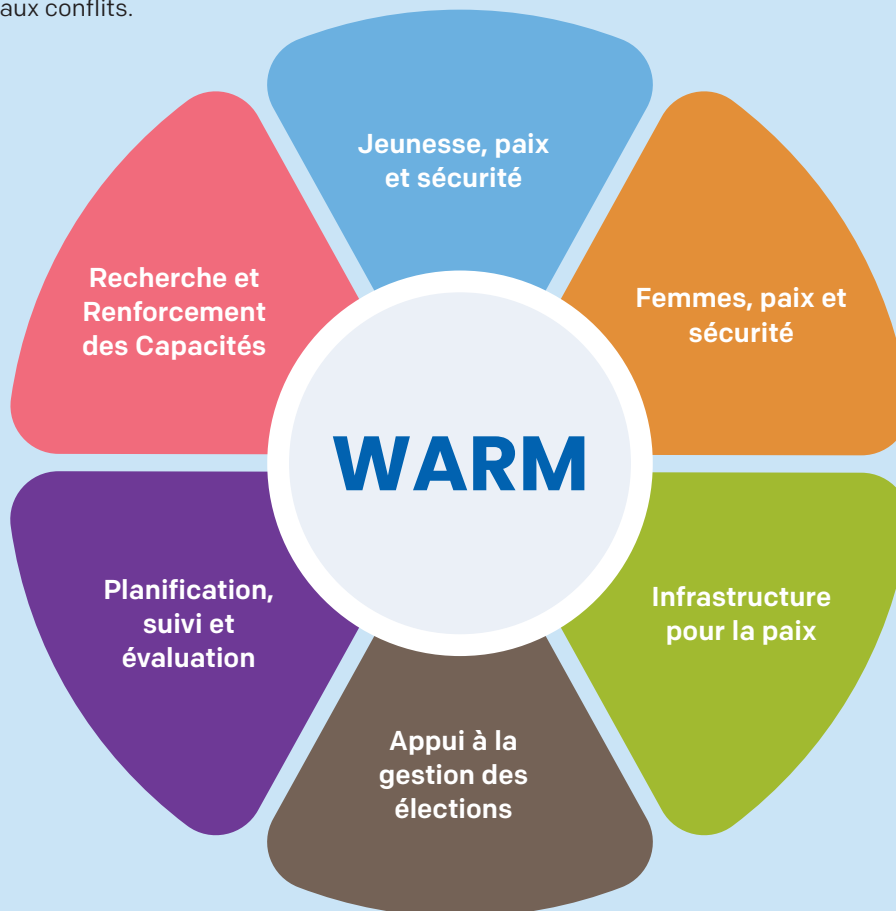
## CE QUE NOUS FAISONS

### LE MÉCANISME D'ALERTE ET DE RÉPONSE EN AFRIQUE DE L'OUEST (WARM) :

Créé en 2000, WARM, connu auparavant sous le nom de Réseau d'alerte précoce et de réponse de l'Afrique de l'Ouest (WARN), est le programme phare de WANEP et vise à fournir des alertes et des réponses rapides pour prévenir l'éclatement ou l'escalade des conflits. Il permet aux décideurs politiques, aux praticiens et aux communautés locales de disposer de données utiles pour faire face aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité. WARM fonctionne dans un cadre de collaboration, associant les gouvernements, les organisations de la société civile (OSC) et les institutions régionales, notamment l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).



Au cœur de ce mécanisme se trouve le **Système national d'alerte précoce (NEWS)**, une plateforme décentralisée de collecte, d'analyse et de diffusion de données essentielles pour soutenir des réponses proactives. Ce mécanisme innovant témoigne de l'engagement de WANEP à promouvoir une paix durable à travers l'inclusion, l'innovation technologique et le renforcement des capacités. Grâce à l'expertise locale et à l'adaptation des interventions aux contextes communautaires spécifiques, WARM renforce la capacité de l'Afrique de l'Ouest à anticiper, à atténuer et à répondre de manière efficace aux conflits.





### JEUNESSE, PAIX ET SÉCURITÉ (JPS) :

Le programme JPS est mis en œuvre dans 15 pays de la CEDEAO et mobilise plus de 2 000 jeunes chaque année. Il a favorisé de la création d' un réseau de jeunes défenseurs de la paix autour de divers sujets, notamment la prévention des conflits, la gouvernance, l'extrémisme violent, le changement climatique et le renforcement de la résilience. Ce programme, connu auparavant sous le nom de Programme de non-violence active et d'éducation à la paix, a été lancé en 1999 en réponse à l'impact des conflits sur les enfants et les jeunes - à la fois en tant que victimes et

auteurs - et en reconnaissance de leur rôle dans l'orientation du paysage de la paix et de la sécurité dans la région. Au fil des ans, le programme a été élargi afin de tenir compte de la dynamique changeante de la paix et de la sécurité en ce qui concerne les jeunes. Il vise à renforcer le rôle et la contribution des jeunes à la prévention des conflits en favorisant une culture de la non-violence et de la responsabilité sociale comme fondement d'une paix durable dans la région. Le programme JPS comporte trois composantes principales : i) l'éducation à la paix et la médiation par les pairs ; ii) l'autonomisation des jeunes et le mentorat ; et iii) le plaidoyer et l'influence sur les politiques.

### FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ (FPS) :

Le programme FPS a fait ses preuves en matière de mobilisation des réseaux sociaux de femmes en vue d'obtenir des changements politiques. Parmi les exemples notables de cette stratégie d'intervention figurent l'action de masse des femmes libériennes pour la paix, les coalitions nationales de femmes établies au Burkina Faso, au Mali, au Niger et en Côte d'Ivoire, ainsi que les plateformes communautaires de femmes médiatrices au Togo, au Bénin, en Guinée, en Guinée-Bissau et au Burkina Faso.

Ce programme a été au départ conçu dans le but principal d'intégrer une dimension de genre dans le travail de WANEP tout en encourageant la participation inclusive des femmes dans les processus de paix et de prise de décision à travers la région. Il était à l'origine connu sous le nom de programme « Les femmes dans la construction de la paix » (WIPNET), lancé en 2001 en réponse à la victimisation des femmes pendant les guerres civiles des années 1990 et à leur marginalisation dans les processus de paix. Au fil du temps, le programme s'est élargi pour prendre en compte les nouvelles évolutions dans le cadre de l'agenda « Femmes, paix et sécurité (FPS) ».

Il vise à amplifier la voix et la contribution des femmes aux efforts de prévention des conflits et d'édification de la paix, tout en veillant à ce que leurs besoins et préoccupations spécifiques soient intégrés dans les processus formels et informels d'édification de la paix en Afrique de l'Ouest. Pour atteindre ces objectifs, WANEP s'appuie sur des cadres mondiaux, continentaux et régionaux tels que la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU et les résolutions connexes, le Cadre continental de l'Union africaine sur la FPS et le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) qui servent de guides et de points de référence. Le programme FPS se focalise sur quatre domaines clés : i) Autonomisation des femmes ; ii) Plaidoyer et influence politique ; iii) Dialogue et médiation et iv) Recherche.

Ces domaines d'intervention sont fondés sur un mécanisme d'alerte précoce sensible au genre développé au fil des ans.





**INFRASTRUCTURE POUR LA PAIX (I4P) :**

Construire des sociétés résilientes et pacifiques à travers les Infrastructures pour la Paix (I4P) est un objectif clé de WANEP. Depuis des décennies, WANEP apporte un soutien technique à la mise en place des infrastructures de paix nationales et locales dans toute l'Afrique de l'Ouest afin de faciliter la création des cadres inclusifs nationaux pour prévenir et atténuer les conflits violents. Ce soutien vise également à renforcer les capacités de prévention des conflits,

de dialogue et de médiation, ainsi que les interventions des infrastructures de paix. En outre, WANEP met à profit sa présence sur le terrain et sa compréhension des communautés pour contribuer à la mise en œuvre et à la durabilité des initiatives d'édification de la paix facilitées par les infrastructures de paix.

**SOUTIEN À LA GESTION DES ÉLECTIONS :**

WANEP collabore avec diverses parties prenantes pour promouvoir des transitions démocratiques pacifiques et s'associe à d'autres organisations de la société civile pour surveiller et atténuer les conflits liés aux élections, ainsi que pour inciter au dialogue en vue de parvenir à des élections pacifiques. La stratégie de soutien à la gestion des élections de WANEP repose sur le développement de mécanismes de collaboration dirigés au niveau national pour suivre, analyser, rendre compte et répondre à la violence électorale dans le cadre du projet de Suivi, d'analyse et d'atténuation de la violence électorale (E-MAM). Ce projet a pour but de contribuer à la réduction de la violence électorale en renforçant les capacités régionales et nationales à soutenir des processus électoraux pacifiques dans la région.



**PLANIFICATION, SUIVI ET ÉVALUATION :**

Grâce à son **Système de réseau, de responsabilité, d'apprentissage et de planification (NALPS)**, qui est le cadre politique de suivi et d'évaluation de l'organisation, WANEP mène un **processus participatif d'examen et d'analyse (PRAPs)** pour évaluer ses réalisations au cours des années précédentes et planifier des stratégies de mise en œuvre pour l'avenir. Ce processus est mené en collaboration avec les secrétariats nationaux, régionaux et les bureaux de liaison de l'Union africaine (UA) et de la CEDEAO.

En outre, ce système facilite l'évaluation des partenariats avec les partenaires de programme et de financement, afin d'améliorer



la performance générale de WANEP. Dans le cadre de ses processus de suivi et d'évaluation, WANEP élabore des plans et des budgets annuels conçus de manière à soutenir une analyse solide du contexte et la formulation d'activités pertinentes et réalistes qui répondent aux défis actuels et émergents en matière de paix et de sécurité dans la région.

Ce processus renforce également le suivi des activités et des résultats, permettant ainsi l'établissement de rapports complets et le partage d'informations avec toutes les parties prenantes. Pour promouvoir une culture de l'apprentissage et de l'amélioration continue, le système de S&E de WANEP prévoit un processus trimestriel obligatoire d'examen et de réflexion. Ce processus permet d'identifier les changements progressifs, de relever les défis et de redéfinir les actions en fonction des enseignements tirés, afin de garantir l'amélioration continue de la performance et de l'adaptabilité.

### RECHERCHE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

WANEP mène des recherches qualitatives et quantitatives sur diverses questions thématiques, à savoir la sécurité humaine, l'extrémisme violent, les conflits, la criminalité organisée et les élections démocratiques, afin d'améliorer les connaissances en matière d'édification de la paix, de soutenir le plaidoyer politique et de servir de ressource pour les partenariats et les références académiques. WANEP réalise également des recherches en collaboration avec des partenaires tels que les États, la CEDEAO, l'Union africaine, l'ONU et le secteur privé, afin d'éclairer les réponses nationales, régionales et mondiales aux questions de paix et de sécurité.

Sur la base des résultats des recherches et des données d'alerte précoce, WANEP conçoit des programmes de renforcement des capacités pour améliorer la résilience des communautés et les relations entre les citoyens et les États en vue de promouvoir une gouvernance, une paix et une sécurité inclusives et participatives. Ces programmes se concentrent également sur le renforcement de la capacité des acteurs étatiques et non étatiques, du secteur privé, des organisations multinationales et intergouvernementales à aborder efficacement les questions de sécurité humaine, de gouvernance, d'extrémisme violent, de développement, de sécurité environnementale et de gestion des élections.



## NOTRE VISION


WANEP a pour vision une "Une région ouest-africaine caractérisée par des communautés justes et paisibles, où la dignité de la personne humaine est primordiale et où les populations peuvent satisfaire leurs besoins humains fondamentaux et choisir librement leurs propres destinées".


## NOTRE MISSION

Permettre et favoriser en Afrique de l'Ouest, le développement des mécanismes de coopération

entre les praticiens et les organisations de l'édification de la paix au sein de la société civile en favorisant avec les acteurs étatiques, des réponses collectives pour combattre les causes profondes des conflits violents ; en fournissant la structure à travers laquelle ces praticiens et ces institutions pourront régulièrement échanger leurs expériences et des informations sur les questions et l'influence des politiques relatives à l'édification de la paix, à la transformation des conflits; et en promouvant les valeurs culturelles et sociales de l'Afrique de l'Ouest comme ressources pour l'édification de la paix.

Pour plus d'informations, visitez sur : [www.wanep.org](http://www.wanep.org)

 WANEP\_Regional

 WANEP\_Regional

  WANEP Regional



## Message du Conseil d'Administration

Mme Florence Iheme  
Présidente du Conseil régional

**L'**année 2025 s'est déroulée dans l'un des contextes les plus complexes en matière de paix et de sécurité que l'Afrique de l'Ouest ait connu ces dernières décennies. La situation régionale est restée fragile, marquée par une instabilité politique persistante, alors que plusieurs pays faisaient face à des dispositions de transition, à des reculs démocratiques et à des processus électoraux contestés. Ces dynamiques ont continué à mettre à l'épreuve la résilience des institutions de gouvernance et la cohésion sociale dans toute la région.

L'extrémisme violent s'est davantage intensifié au Sahel, avec des répercussions croissantes sur les États côtiers, ce qui a aggravé l'insécurité et renforcé les réseaux criminels organisés transnationaux. Parallèlement, l'intensification des tensions communautaires, notamment les conflits liés à la terre, à la chefferie et à l'identité, a exercé une pression additionnelle sur les capacités de l'État, qui étaient déjà mises à rude épreuve. La crise sécuritaire s'est aggravée sous l'effet de la détérioration des conditions macroéconomiques, nourrissant ainsi la colère des populations et accentuant les tensions sur des systèmes de gouvernance. Toutes ces évolutions ont mis en évidence le besoin urgent d'un système d'alerte précoce, d'une diplomatie préventive et

des mesures coordonnées d'édification de la paix, réaffirmant ainsi la pertinence stratégique de WANEP dans toute l'Afrique de l'Ouest.

Au niveau mondial, les initiatives d'édification de la paix, en particulier celles menées par les organisations de la société civile (OSC), se sont heurtées à des obstacles de plus en plus nombreux. Les priorités des donateurs se sont davantage tournées vers les crises humanitaires et les préoccupations géopolitiques, ce qui a entraîné une diminution et une plus grande imprévisibilité des financements consacrés à la prévention des conflits à long terme. L'espace civique a également continué de se rétrécir, en raison du renforcement des restrictions réglementaires et

administratives qui ont perturbé le fonctionnement des organisations de la société civile. Ces défis se sont manifestés dans un système multilatéral de plus en plus fragmenté, caractérisé par un consensus affaibli et un recul de l'action collective en matière de paix et de sécurité.

Malgré ces défis, l'année 2025 a également été marquée par des avancées importantes dans le domaine de l'édification de la paix. Cette année a été marquée par des événements mondiaux majeurs, notamment le 25e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS) et le 10e anniversaire de la résolution 2250 du CSNU sur les jeunes, la paix et la sécurité (JPS). Ces commémorations ont redynamisé le plaidoyer en faveur des processus de paix inclusifs et ont attiré davantage l'attention sur le rôle essentiel des femmes et des jeunes dans la paix et la sécurité. La reconnaissance croissante des approches menées par les communautés et axées sur la sécurité humaine, ainsi que la demande accrue de mesures d'alerte précoce et d'actions préventives fondées sur des données factuelles, ont davantage renforcé le rôle de premier plan que joue depuis longtemps WANEP en tant que pionnier régional dans la promotion de la mise en œuvre et de l'analyse des politiques relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité (FPS) ainsi qu'aux jeunes, à la paix et à la sécurité (JPS).

## 1. Jalons stratégiques et performance institutionnelle en 2025

Dans un contexte marqué par une instabilité régionale accrue et une incertitude mondiale, l'année 2025 a été l'occasion pour WANEP de consolider son rôle d'acteur stratégique dans le domaine de l'édification de la paix. Grâce à son plan stratégique (2021-2025), à des partenariats stratégiques et à une attention particulière portée au renforcement institutionnel, WANEP a pu transformer l'alerte précoce, l'engagement politique et les actions menées par les communautés en résultats concrets en matière de prévention. Selon le conseil d'administration, les résultats obtenus par l'organisation au cours de l'année ont démontré à la fois sa résilience institutionnelle et la pertinence durable de sa stratégie, notamment sa capacité à porter les réalités locales au niveau des instances décisionnelles nationales, régionales et mondiales.

Malgré les tensions géopolitiques, les contraintes financières et l'évolution de la dynamique multilatérale, WANEP a maintenu et approfondi son rôle d'interlocuteur crédible entre les acteurs étatiques

et non étatiques. L'organisation a entretenu des relations stratégiques solides avec des institutions intergouvernementales clés, notamment la CEDEAO, l'Union africaine (UA) et le système des Nations unies, préservant ainsi son pouvoir de mobilisation et sa pertinence technique dans les domaines du dialogue politique, de l'alerte précoce, de la diplomatie préventive et de l'édification inclusive de la paix à travers l'Afrique de l'Ouest. WANEP a également consolidé des partenariats de longue date avec les gouvernements nationaux, les OSC, les institutions de recherche et les acteurs communautaires, tout en attirant de nouveaux partenariats et flux de financement.

L'organisation tient à exprimer ses sincères remerciements à ses principaux partenaires financiers, notamment l'Agence autrichienne de développement (ADA) et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), dont le soutien flexible et prévisible a assuré la stabilité institutionnelle, la planification stratégique et la mission de coordination régionale de WANEP. Par ailleurs, WANEP a bénéficié d'un soutien ciblé et thématique de la part de partenaires tels que la DANIDA, Open Society Foundations (OSF), la Fondation Bosch (Allemagne), la GIZ et l'Union européenne (UE), ce qui lui a permis d'intervenir dans des domaines thématiques clés, notamment l'alerte précoce et la réponse rapide, les femmes et les jeunes dans le contexte de la paix et de la sécurité, la gestion électorale, l'espace civique et la résilience communautaire, renforçant ainsi la portée et l'impact de ses programmes.

Grâce à ce soutien, l'organisation a pu atteindre une performance financière institutionnelle remarquable, confirmée à la fois par les audits statutaires et par les audits financiers réalisés à la demande des partenaires. Ces résultats réaffirment l'engagement de WANEP en faveur de la transparence, de la responsabilité et du respect des normes internationales de gestion financière, renforçant ainsi la confiance des donateurs et sa crédibilité institutionnelle.

Sur le plan institutionnel, l'année 2025 marque une année de transition, avec le lancement de l'élaboration du plan stratégique 2026-2030 de l'institution. Fort des enseignements tirés de l'analyse des alertes précoces et de l'évaluation du Plan stratégique 2021-2025, ce processus a donné l'occasion à l'institution d'affiner ses priorités, de raffermir sa cohérence et d'améliorer sa capacité de réaction face à l'évolution des défis en matière de paix, de gouvernance et de sécurité humaine.

Toutes ces réalisations mettent en relief la capacité de WANEP à s'adapter, à rester pertinent et à apporter une valeur ajoutée dans un contexte de paix et de sécurité en constante évolution, permettant à l'organisation de maintenir et d'étendre son influence dans les années à venir.

### 1.1 Alerte précoce, diplomatie préventive et engagement politique

En 2025, WANEP a renforcé sa contribution aux processus régionaux et mondiaux en matière de politique de paix et de sécurité en organisant des briefings de haut niveau à l'intention des principales parties prenantes, notamment le Conseil de sécurité des Nations unies, la CEDEAO, l'Union africaine, l'UEMOA et les missions bilatérales. Ces initiatives ont consolidé le rôle de WANEP en tant que source fiable d'analyses fondées sur des données probantes et des recommandations axées sur la prévention.

L'atténuation de la violence électorale et le soutien à la gouvernance ont été encore renforcés grâce à des notes d'orientation élaborées dans le cadre du projet « Suivi, analyse et atténuation de la violence électorale » (E-MAM), financé par l'Union européenne. Des notes d'information sur la Guinée, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau ont été adoptées par la CEDEAO comme documents de travail destinés aux missions d'enquête et d'observation, marquant ainsi une étape importante dans l'institutionnalisation de l'analyse de la société civile au sein de la diplomatie préventive intergouvernementale.

WANEP a également renforcé sa collaboration avec l'UNOWAS grâce à des échanges structurés sur l'Initiative d'Accra et les nouvelles menaces à la sécurité régionale, tandis que les résultats en matière d'alerte précoce, tels que les alertes concernant la montée des tensions sociopolitiques au Togo, ont permis de mener une action préventive afin d'éviter toute escalade. La participation de WANEP à des forums internationaux de haut niveau a consolidé sa position de leader d'opinion dans les domaines des systèmes d'alerte précoce, de la diplomatie préventive et de la coopération entre la société civile et les instances intergouvernementales.

### 1.2 Renforcement des architectures régionales de paix et des capacités des OSC

WANEP a poursuivi son rôle de catalyseur dans le renforcement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) et dans la promotion de la participation de la société civile à travers les différentes régions. Des initiatives ciblées de renforcement des capacités ont amélioré les compétences en matière

d'alerte précoce et de prévention des conflits au sein des communautés économiques régionales, notamment l'IGAD, le COMESA et la CAE, favorisant l'apprentissage et la cohérence interrégionaux.

L'institution a également contribué à l'apprentissage à l'échelle continentale grâce à la documentation des enseignements tirés de l'initiative financée par la GIZ visant à renforcer les structures multipartites de prévention des conflits. Ces informations permettent d'améliorer les pratiques en matière d'alerte précoce dans toute l'Afrique. Parallèlement, WANEP a soutenu les actions de plaidoyer en vue de renforcer la coopération entre les organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, en partageant les bonnes pratiques issues du partenariat WANEP-CEDEAO afin d'éclairer la collaboration grandissante entre les OSC et la CEEAC sur les priorités en matière de sécurité humaine.

### 1.3 Prévenir la violence électorale et soutenir la stabilité démocratique

La prévention et l'atténuation de la violence électorale sont demeurées un pilier central des activités de WANEP en 2025. Grâce à un soutien technique et financier apporté à ses partenaires nationaux de la société civile en Côte d'Ivoire, en Guinée et en Guinée-Bissau, WANEP a facilité la mise en place de mesures adaptées au contexte visant à promouvoir la tolérance politique, le dialogue entre les jeunes et le respect des codes de conduite électoraux. Ces efforts ont contribué à prévenir et à apaiser les tensions lors des périodes électorales sensibles, renforçant l'efficacité des approches multipartites, locales et préventives au service de la stabilité démocratique.

### 1.4 Promotion de l'agenda « Femmes, de la paix et de la sécurité (FPS) »

L'année 2025 a marqué un tournant décisif pour le rôle de premier plan que joue WANEP dans le programme FPS. Le réseau a renforcé la participation et le leadership des femmes en développant les capacités de plus de 800 femmes et filles à travers l'Afrique de l'Ouest. Ces femmes formées participent activement à la médiation des conflits au niveau communautaire.

Sur le plan politique, WANEP a renforcé son leadership international en présentant un exposé au Conseil de sécurité des Nations unies en août 2025, permettant ainsi aux perspectives de la société civile ouest-africaine d'éclairer les délibérations mondiales sur l'édification de la paix. L'institution a soutenu l'élaboration et l'adoption des plans d'action nationaux de troisième génération relatifs à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies au Togo et au Nigeria, et a contribué à leur mise en œuvre dans 13

autres pays. L'apprentissage et le plaidoyer au niveau régional ont été davantage renforcés grâce à la série GenderTalk et aux publications associées, ce qui a permis de consolider une pratique communautaire solide en matière de participation politique et de leadership des femmes.

### **1.5 Autonomiser les jeunes pour l'édification de la paix**

L'engagement de WANEP en faveur du programme « Jeunesse, Paix et Sécurité » a donné de bons résultats en 2025. À travers le programme Y-TEaM (Autonomisation transformationnelle et mentorat des Jeunes), le Réseau a soutenu l'action de jeunes leaders de la paix en Afrique de l'Ouest. Les premiers résultats révèlent des avancées concrètes, tant dans les initiatives communautaires que dans l'engagement politique et l'innovation pour des moyens de subsistance durables.

Outre le développement du leadership, WANEP a apporté un soutien stratégique en vue de l'élaboration et de l'adaptation aux contextes nationaux des plans d'action nationaux relatifs à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies, et a renforcé les capacités des jeunes acteurs de l'édification de la paix grâce à des initiatives régionales de formation et de sensibilisation. La collaboration en matière de recherche sur les priorités des jeunes au Sahel a renforcé la position de WANEP en tant qu'acteur clé dans les débats sur les politiques fondées sur des données probantes en faveur de la jeunesse.

### **1.6 Renforcement de la sécurité humaine et des mécanismes de dialogue**

WANEP a continué à traduire les engagements politiques en résultats concrets axés sur les personnes grâce au renforcement des mécanismes de dialogue et de médiation. Le soutien apporté aux processus de médiation en Gambie et au dialogue postélectoral au Ghana a permis de désamorcer les tensions, de renforcer la responsabilité publique et d'améliorer les relations entre les communautés et l'État. Le dialogue avec les autorités guinéennes et la contribution à l'élaboration de lignes directrices nationales sur les infrastructures de paix, au-delà de la région de l'Afrique de l'Ouest, témoignent de l'influence croissante de WANEP.

### **1.7 Plaidoyer politique fondé sur la recherche et positionnement institutionnel**

WANEP a consolidé sa réputation en tant qu'acteur politique s'appuyant sur la recherche à travers des dialogues régionaux de haut niveau, des communiqués politiques conjoints et des publications stratégiques traitant de l'évolution du paysage géopolitique et sécuritaire en Afrique de l'Ouest. Les analyses portant sur l'Initiative d'Accra, la sécurité électorale, la prévention de l'extrémisme violent et les nouveaux risques numériques ont renforcé le débat fondé sur des données factuelles au sein de la CEDEAO et de l'AAPS, tout en éclairant le dialogue politique au-delà de la région.

## **2. Principaux défis institutionnels et opérationnels**

Le Conseil constate que les résultats enregistrés par WANEP en 2025 ont été obtenus malgré la persistance de contraintes institutionnelles. La diminution et l'imprévisibilité des financements ont nui à la viabilité des programmes et à la flexibilité opérationnelle, alors que les demandes croissantes d'intervention rapide ont exercé une pression supplémentaire sur les ressources humaines et techniques. Le rétrécissement de l'espace civique dans plusieurs contextes a également accru les risques opérationnels pour les acteurs de la société civile, soulignant ainsi la nécessité de mettre en place des stratégies d'adaptation, de diversifier les partenariats et de mener une action de plaidoyer soutenue en faveur d'un environnement favorable.

Selon le Conseil d'administration, l'année 2025 s'annonce porteuse d'une contribution stratégique majeure et d'une résilience institutionnelle accrue pour WANEP. Malgré un contexte de paix et de sécurité parmi les plus difficiles de ces dernières décennies, le Réseau a su tirer pleinement parti de ses atouts comparatifs en matière d'alerte précoce, de diplomatie préventive, d'engagement politique et d'actions dirigées par les communautés. » Au moment où WANEP entame un nouveau cycle de planification stratégique, le Conseil d'administration réaffirme son engagement à consolider les fondements institutionnels du Réseau et à soutenir sa mission, qui consiste à transformer les vies et les moyens de subsistance grâce à l'édification durable de la paix dans toute l'Afrique de l'Ouest.



**Dr Matthias Hounkpe**



**Mme Fatoumata  
Dembele Diarra**



**M. Gaye Sowe**



**Mme Carla Maria  
Borges Bettencourt**



**Professeur Daniel K.  
B. Inkoom**



**Mme. Adrienne Diop**



# Rapport de la Direction

→ Mme Levinia Addae-Mensah  
Directrice exécutive

**E**n 2025, l'Afrique de l'Ouest a été confrontée à un ensemble complexe de défis politiques, économiques et sécuritaires. Ces facteurs ont engendré une instabilité à plusieurs niveaux. En effet, les groupes extrémistes et les acteurs armés non étatiques ont aggravé l'insécurité dans tout le corridor du Sahel ainsi que dans les communautés frontalières des États côtiers.

Cette année a marqué un tournant décisif, avec le retrait officiel du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à un moment où le bloc régional peine à relever les défis de la fragmentation politique et sécuritaire, tout en faisant face à une concurrence géopolitique accrue des puissances étrangères dans ses États membre. Cette situation a non seulement compromis la capacité de la CEDEAO à mener une politique régionale cohérente, mais elle a également entraîné des répercussions sur les relations de coopération entre les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) et la CEDEAO, qui s'efforcent de maintenir une coopération solide pour aborder les questions conjointes de sécurité et de bien-être économique des citoyens de l'Afrique de l'Ouest.

Cette année a également été marquée par des tentatives de coups d'État militaires au Nigeria et au

Bénin, ainsi que par un changement de gouvernement anticonstitutionnel en Guinée-Bissau survenu peu après l'élection présidentielle.

Le retrait des États-Unis de la diplomatie du « soft power », marqué par la fermeture de leur agence de développement et le recours croissant à une stratégie transactionnelle davantage axée sur les intérêts économiques dans un ordre mondial multipolaire en pleine mutation, aggrave de plus en plus les inégalités régionales, les rivalités géopolitiques et les défis en matière de sécurité humaine dans la région. L'abandon d'un modèle de développement multilatéral, fondé sur les droits de l'homme et soutenu par l'aide internationale, a exacerbé les crises humanitaires en Afrique de l'Ouest, réprimant davantage les voix des groupes marginalisés et des victimes qui réclament une gouvernance responsable et des mesures politiques inclusives.

Cette réalité entraîne des répercussions directes sur la manière dont WANEP aborde et met en œuvre son mandat d'édification de la paix à travers ses réseaux dans les 15 pays d'Afrique de l'Ouest. L'émergence de l'AES implique que WANEP doit repenser ses stratégies opérationnelles régionales tout en s'adaptant au nouveau contexte politique. Cette dynamique est encore aggravée par le rétrécissement de l'espace civique et la baisse des financements traditionnels accordés par les partenaires internationaux au développement aux organisations de la société civile (OSC), en raison d'un rééquilibrage des priorités en matière de politique étrangère et d'intérêts.

WANEP a dû prendre en compte ces défis, étant donné que l'année 2025 marquait la fin de son plan stratégique quinquennal actuel (2021-2025), et qu'il était temps d'élaborer et d'adopter d'un nouveau plan pour la période 2026-2030. C'est pourquoi la flexibilité opérationnelle s'est révélée indispensable pour atteindre les résultats attendus du plan qui tire à sa fin, tout en tenant compte de la dynamique régionale actuelle et en intégrant ces réalités ainsi que les enseignements tirés dans l'approche stratégique adoptée pour l'élaboration du nouveau plan quinquennal.

Étant donné que les risques et menaces à la paix et à la démocratie s'entrecroisent fréquemment dans la région, le plan de mise en œuvre des programmes de 2025 a dû être conçu de manière inclusive et organique au niveau de tous les objectifs stratégiques institutionnels en reliant les communautés aux acteurs nationaux et régionaux, afin de consolider la collaboration entre les parties prenantes étatiques et non étatiques.

Cette approche a été mise en œuvre dans le cadre de la contribution de WANEP au bon déroulement des élections présidentielles en Guinée en décembre 2025, à travers son **projet de Suivi, d'analyse et d'atténuation de la violence électorale (E-MAM)**. La mise en œuvre du projet s'est déroulée dans un contexte inclusif et a contribué à la réussite de la transition politique d'un régime militaire vers la démocratie, avec l'élection du président Mamadi Doumbouya en Guinée. Cela a mis fin à quatre années de gouvernement anticonstitutionnels et a ouvert la voie à la levée des sanctions ainsi qu'à la réintégration du pays au sein de la CEDEAO. Avant les élections, le projet E-MAM a permis à WANEP d'apporter son soutien au référendum constitutionnel ainsi qu'aux élections présidentielles d'octobre 2025 et aux élections législatives de décembre 2025 en Côte d'Ivoire. Dans le cadre du projet E-MAM, WANEP a contribué à la consolidation d'un climat de paix pendant la période postélectorale au Ghana et a renforcé les systèmes et les capacités de surveillance

et de prévention de la violence électorale en vue des élections législatives et présidentielles de 2026 au Bénin.

La collaboration a également joué un rôle essentiel dans la réalisation des résultats clés dans les six domaines stratégiques actuels :

Le **mécanisme d'alerte et de réponse de WANEP (WARM)** a renforcé la chaîne de valeur de l'alerte et de réponse, notamment grâce aux produits de données sur l'alerte précoce générés par le **Système national d'alerte précoce (NEWS)** afin de soutenir les mesures politiques. Par exemple, la note d'orientation publiée avant les élections en Côte d'Ivoire a été citée à titre de référence analytique par des partenaires comme la CEDEAO et des partenaires internationaux dans le cadre de leurs missions diplomatiques et de leurs déploiements en vue des élections d'octobre. La note d'analyse de WANEP sur le conflit de Bawku a contribué aux efforts de médiation essentiels visant à concilier les réalités locales et les réponses politiques nationales. Cette note a également exercé une influence sur l'apprentissage entre pairs et le soutien technique apportés aux organisations de la société civile dans les régions d'Afrique orientale et australe, ce qui a permis d'organiser des formations, de fournir le matériel nécessaire et de faciliter la mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce dans ces régions. Elle a aussi apporté un soutien au gouvernement zambien pour la mise en place d'une infrastructure nationale de paix, dans le cadre du partenariat avec le Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de l'Union africaine (D-APPS de l'UA).

S'agissant du domaine d'action stratégique portant sur les **Femmes, la paix et la sécurité**, le renforcement du rôle des femmes et des filles dans l'élaboration des politiques et la prise de décision demeure essentiel à la promotion de la paix et de la sécurité dans la région. Par conséquent, WANEP contribue à la promotion d'une gouvernance inclusive et favorise une prise de décision politique qui encourage la mise en œuvre de mesures sensibles au genre en faveur du développement et d'une paix durable dans toute la région. En 2025, plus de **1 000 femmes** et filles ont bénéficié des programmes de formation, de mentorat, d'échanges et de renforcement des compétences locales d'édification de la paix qui ont renforcé leur visibilité, leur influence et leur contribution à l'Agenda « Femmes, paix et sécurité ». C'est également au cours de cette année que WANEP a lancé la publication de la série « Gender Connect », un document de référence et une ressource de gestion des connaissances visant à autonomiser les femmes dans divers domaines liés à l'édification de la paix et au leadership. WANEP a également contribué à l'adoption des plans d'action nationaux de troisième

génération, élaborés en application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, au Togo et au Nigeria.

L'engagement institutionnel en faveur du **programme « Jeunesse, paix et sécurité »** en 2025 s'est concrétisé par l'assistance technique que WANEP a apportée aux gouvernements de la Gambie et du Libéria pour la mise en œuvre des **plans d'action nationaux (PAN) relatifs à la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies**, ainsi que par sa contribution à l'élaboration des PAN au Bénin, au Ghana, au Sénégal, en Sierra Leone, au Mali, au Niger et au Togo. Le **programme « Autonomisation transformationnelle et mentorat des jeunes » (Y-TEaM)** poursuit son essor et prend de l'ampleur. En 2025, ce programme a permis à **27 jeunes leaders** d'obtenir leur diplôme à l'issue d'un stage de mentorat de huit mois. Une source de motivation particulièrement encourageante est la bourse de 5 000 dollars américains octroyée à un bénéficiaire du programme de mentorat par le PNUD dans le cadre du « Gambia Youth Innovation Challenge ». Ce succès montre que cette initiative porte ses fruits, alors même que nous redoublons d'efforts pour donner à une nouvelle génération de jeunes les moyens de s'épanouir et de contribuer aux efforts d'édification de la paix au sein de leurs communautés.

Dans toute la région, l'initiative de WANEP visant à renforcer les capacités et la résilience des communautés a été un objectif clé en 2025, dans le cadre de son domaine de résultat stratégique 4 : « Renforcer la résilience et les capacités des communautés pour une performance optimale ». Compte tenu du caractère transfrontalier de l'extrémisme violent et des conflits communautaires liés aux ressources dans la région, la plupart des initiatives de renforcement des capacités en matière d'édification de la paix ont privilégié la résilience locale face à l'extrémisme violent, une gouvernance inclusive en matière de sécurité et la mise en place d'outils pratiqués pour une inclusion effective des femmes et des jeunes dans les infrastructures locales de paix. Plus de 1 500 acteurs étatiques et non étatiques ont bénéficié de diverses formations thématiques pour soutenir la résilience transfrontalière, les connaissances locales et les compétences d'adaptation.

L'engagement de WANEP envers la recherche a produit des résultats clés au cours de la dernière année. Certains de ces produits ont traduit les analyses d'alerte précoce en informations utiles pour influencer les politiques, tandis que d'autres ont mis en lumière le contexte géopolitique régional, en soulignant les perspectives des citoyens sur la gouvernance et les réformes politiques. Dans le cadre de son partenariat avec le Centre d'études sur la violence et la réconciliation (CSV), un rapport de situation complet sur la mise en œuvre de **l'ODD 16 en Afrique** a été rédigé afin de mettre en lumière les progrès accomplis, les lacunes constatées ainsi que sa complémentarité avec l'Agenda 2063 de l'UA. D'autres partenariats avec le PNUD et la GIZ ont permis à WANEP de mener des recherches et de publier deux rapports majeurs sur « **Les conflits interétatiques relatifs aux frontières et aux territoires en Afrique de l'Ouest** » et « La dynamique de l'extrémisme violent au Sahel et dans le golfe de Guinée ». Au total, huit études de pays ont été menées dans le cadre d'un projet de



**M. Ifeanyi Okechukwu**

Directeur de programme et  
Directeur exécutif adjoint



**Mme Esther Gordon-Mensah**

Responsable de l'Administration et  
des Ressources Humaines



**M. Raymond Asiedu Darko**

Directeur des Finances

recherche visant à comprendre la perception qu'ont les citoyens des transitions politiques inclusives et des organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest. Grâce aux résultats obtenus WANEP a pu explorer des moyens dynamiques par lesquels les organisations de la société civile peuvent contribuer à des processus de transition politique inclusifs et pacifiques dans la région.

Dans le cadre de son renforcement institutionnel, **WANEP a organisé sa 18<sup>e</sup> Assemblée générale biennale** à Accra en mars 2025. Elle a été marquée par une volonté collective renouvelée de consolider les priorités programmatiques et administratives de l'organisation, afin de mieux orienter sa réponse face aux menaces régionales identifiées et aux contraintes liées à l'évolution du paysage mondial du financement de l'édification de la paix. L'élaboration de son **nouveau plan stratégique quinquennal 2026-2030** a considérablement progressé et sera finalisée et mise en œuvre au cours du second semestre de 2026. Afin de faciliter son achèvement, le Conseil régional a approuvé une prolongation de six mois de la période de transition du plan stratégique en cours. Celle-ci s'étendra ainsi au-delà de décembre 2025, pour prendre fin le 30 juin 2026.

Un autre jalon important a été franchi avec la deuxième mission de débriefing de WANEP devant le **Conseil de sécurité des Nations unies**, huit mois après sa précédente intervention en décembre 2024. Présentée en août 2025 lors de la 9974<sup>e</sup> session du Conseil, l'intervention de la Directrice exécutive a porté sur les femmes, la paix et la sécurité dans la région et a énoncé cinq recommandations clés visant à renforcer les réponses préventives sensibles au genre en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

La gestion financière de l'institution s'est également maintenue à un niveau élevé au cours de l'année écoulée, grâce au respect des normes comptables internationales et des obligations réglementaires financières. Cette performance a notamment été mise en évidence par l'audit mené avec succès en 2024 par Deloitte & Touché, qui s'est soldé par une opinion sans réserve, ainsi que par quatre autres audits liés à des projets, à savoir le projet « Prévention de l'extrémisme violent » (PVE) 2024 du PNUD, le projet « Mécanisme africain de soutien aux transitions inclusives » (AFSIT), le projet « Just Future » et le projet financé par la Société allemande pour le développement international.

De nouveaux partenariats clés ont également été noués au cours de l'année écoulée aux niveaux national et régional. Parmi les plus importants figurent le nouveau partenariat de financement ciblé avec l'**Open**

**Society Foundation (OSF), intitulé «Renforcement de la gouvernance locale inclusive en matière de genre, du leadership et de l'autonomisation des femmes et des jeunes femmes au Sahel »**; un projet financé par la Robert Bosch Stiftung intitulé **«Renforcer les actions locales face au changement climatique »**; et un nouveau partenariat de coopération avec l'**Agence danoise de développement international (DANIDA)**, par l'intermédiaire de l'ambassade du Danemark à Abuja, pour un projet intitulé **«Renforcer la réponse régionale des OSC et de la CEDEAO en matière de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest »**.

Au-delà de ces nouveaux partenariats, l'impact régional et national de WANEP ne serait pas possible sans le soutien financier et technique constant de ses partenaires fiables qui sont restés engagés envers sa vision. Il convient de mentionner l'**Union européenne par le biais de son Instrument de politique étrangère (IPE), l'Agence suédoise de développement international (SIDA), l'Agence autrichienne de développement (ADA), l'Agence allemande de développement international (GIZ), le Fonds philanthropique Wellspring, Pain pour le monde, le Fonds Eiréné, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Ministère néerlandais des affaires étrangères, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), STAR-Ghana et OXFAM.**

Nos partenaires traditionnels, tels que la CEDEAO, l'Union africaine (UA) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), ont joué un rôle déterminant dans les avancées institutionnelles de l'année écoulée. WANEP demeure profondément reconnaissant pour le privilège et la confiance qui lui sont accordés.

En conclusion, l'année 2025 a mis en évidence la nécessité d'un changement stratégique, pour passer de l'engagement à l'action, afin de répondre de manière efficace à l'évolution constante du paysage de la paix, de la démocratie et de la sécurité dans la région. Consciente de cette réalité, WANEP réoriente ses mécanismes institutionnels et ses programmes afin de pérenniser ses activités et ses initiatives d'édification de la paix à travers ses 15 réseaux en Afrique de l'Ouest et au-delà. Cette réorientation renforce sa conviction que ces efforts permettront non seulement de rehausser les stratégies actuelles de prévention des conflits, mais aussi d'obtenir des résultats durables en matière de développement de la sécurité politique, économique et humaine en Afrique de l'Ouest et en Afrique.



# DOMAINES DE RÉSULTATS CLÉS (DRC) »»

# 1

## DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 1: RENFORCEMENT DES MÉCANISMES FONCTIONNELS DE RÉPONSE



**E**n 2025, WANEP a consolidé et élargi ses efforts pour renforcer les mécanismes de réponse fonctionnels à travers l'Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur la transformation de l'alerte précoce en actions coordonnées, opportunes et fondées sur des données probantes. En renforçant la collaboration entre les acteurs étatiques et non étatiques, WANEP a contribué à la mise en place de systèmes plus réactifs, capables de faire face à l'évolution des risques de conflit et de préserver la stabilité aux niveaux national et régional.

### 1.1 Renforcement des systèmes d'alerte précoce et de la capacité de réponse

En 2025, WANEP a renforcé l'efficacité, la crédibilité et la cohérence régionale de son dispositif d'alerte précoce en consolidant à la fois les capacités institutionnelles et les mécanismes de suivi communautaires. Grâce à des formations de mise à niveau ciblées destinées aux responsables des systèmes nationaux d'alerte précoce (NEWS) et aux agents de suivi communautaire, WANEP a amélioré la qualité des données, la cohérence des rapports et la transmission rapide des alertes, renforçant ainsi les mesures de prévention dans plusieurs pays. Afin de consolider la performance du système à la suite de la mise à niveau de la plateforme du Système national d'alerte précoce (NEWS),

1

WANEP a organisé une formation de remise à niveau à l'intention de 15 responsables de NEWS issus de ses réseaux nationaux. La plateforme mise à niveau a renforcé les fonctions de gestion, d'analyse et de communication des données, tandis que la formation a assuré une application cohérente dans les pays. En conséquence, la qualité, la rapidité et la fiabilité des rapports nationaux se sont améliorées, ce qui a renforcé l'efficacité de la coordination régionale en matière d'alerte précoce et de réponse rapide.

WANEP a continué d'investir dans le suivi local, pierre angulaire de son modèle d'alerte précoce. En Gambie, 14 agents de suivi communautaires (4 femmes et 10 hommes) ont reçu une formation de recyclage pour améliorer leurs compétences en matière d'observation, d'analyse des risques et d'établissement des rapports. Dans le cadre du projet « Faire face au changement climatique en tant que cause de conflits dans les communautés côtières d'Afrique de l'Ouest » (C7), financé par l'Union européenne, une formation de mise à niveau a permis de sensibiliser à nouveau les observateurs communautaires à l'utilisation efficace du portail d'alerte précoce du projet C7. Cette initiative vise à renforcer la collecte de données au niveau communautaire et le signalement en temps réel des incidents afin de faciliter l'analyse et la mise en place de réponses éclairées par les réseaux sociaux communautaires au Togo, au Nigeria et au Sénégal face aux conflits et à la criminalité liés au climat.

À l'échelle nationale, WANEP a mis en évidence l'utilité opérationnelle des données d'alerte précoce pour nourrir l'action politique et renforcer la responsabilité publique. Au Togo, WANEP a organisé une conférence de presse multipartite afin de présenter le rapport biennal 2023-2024 sur la sécurité, établi à partir des données du NEWS. Ce dialogue a réuni des institutions gouvernementales, des partenaires internationaux, des acteurs de la société civile et des médias, et a abouti à des recommandations concrètes visant à renforcer les mesures nationales de lutte contre l'extrémisme violent, à améliorer la coordination entre les acteurs de la défense et de la sécurité, à sensibiliser davantage les communautés à la résolution des conflits et à la violence sexuelle et sexiste, ainsi qu'à renforcer les mécanismes de réponse rapide.



*WANEP présente le rapport semestriel 2023-2024 sur la sécurité de NEWS-Togo lors d'une conférence de presse.*

Bien que le Ghana soit considéré comme une démocratie stable, le pays est confronté à des défis persistants en matière de paix et de sécurité, en particulier dans le nord du pays, où les conflits communautaires et les rivalités de chefferies, qui surgissent régulièrement, s'ajoutent à de nouvelles menaces transfrontalières pour la sécurité. Bawku, dans la région du Upper East, reste un foyer de tensions majeur, où les violences sont alimentées par des conflits de longue date liés à la succession des chefs traditionnels, par des tensions ethniques et par les risques de propagation liés à l'extrémisme violent au Sahel. En 2025, WANEP a rédigé une note d'analyse spéciale sur le conflit de Bawku à l'intention du Haut Représentant de l'Union africaine. Ce document présente une évaluation approfondie de la dynamique du conflit et des facteurs d'instabilité, identifie les lacunes des mécanismes de réponse existants, décrit des scénarios de risque et formule des recommandations concrètes à l'intention des acteurs nationaux, régionaux et internationaux. Cette analyse a directement éclairé une décision présidentielle de médiation, ce qui souligne l'importance du système d'alerte précoce fondé sur des données probantes et du soutien politique apporté par WANEP pour faire progresser la diplomatie préventive et la résolution des conflits au Ghana.

Au niveau régional, WANEP a maintenu son leadership technique en soutenant la Coalition des organisations de la société civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique centrale (COPAC). L'Organisation a prodigué des conseils techniques aux points focaux nationaux chargés de l'alerte précoce et aux agents de suivi communautaires dans sept pays d'Afrique centrale afin d'améliorer la qualité des données transmises en vue d'une analyse régionale. Parallèlement, le soutien institutionnel apporté durant la transition à la tête du COPAC a permis d'assurer la continuité du système, de renforcer sa viabilité et de consolider la coordination interrégionale en matière d'alerte précoce.

## 1.2. Suivi, analyse et atténuation de la violence électorale (E-MAM)

Dans le cadre du projet E-MAM 2023-2026 financé par l'Union européenne<sup>1</sup>, WANEP a joué un rôle central dans la promotion de processus électoraux pacifiques et de transitions politiques en Afrique de l'Ouest. En 2025, le projet a été mis en œuvre lors des élections majeures et des transitions politiques, notamment le référendum constitutionnel et l'élection présidentielle en Guinée, les élections législatives et présidentielles en Côte d'Ivoire, l'élection présidentielle en Guinée-Bissau et l'élection partielle dans le comté de Nimba au Libéria.

À l'approche des élections, WANEP a mené des analyses approfondies des risques électoraux en Guinée et en Côte d'Ivoire, portant sur 975 circonscriptions et secteurs électoraux. Les analyses ont révélé que 269 zones (27,59 %) présentent un risque très élevé et 180 autres (18,46 %) un risque élevé, fournissant une base factuelle solide qui a permis d'orienter les déploiements, de hiérarchiser les efforts de réponse et d'éclairer l'action des acteurs étatiques et non étatiques. Parmi les principaux mécanismes mis en place pendant la phase préélectorale figurait le Groupe national de réponse électorale (GNRE), une plateforme multipartite réunissant des institutions publiques, notamment des organismes de gestion des élections, et des acteurs non étatiques tels que des organisations de la société civile et des ONG. Ce groupe était responsable de l'analyse conjointe, de la formulation des mesures de réponse rapide et de la supervision de la mise en œuvre. Le GNRE a été institutionnalisé dans les cadres électoraux de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée-Bissau et a contribué à renforcer la coordination, la responsabilité et l'appropriation nationale.

Dans le cadre des activités menées autour des élections, une Salle de Situation Électorale (SSE) a été mise en place en Guinée et en Côte d'Ivoire afin de soutenir les mécanismes de suivi, d'analyse et de réponse aux violences électORALES. S'appuyant sur les innovations mises en place en 2024, les SSE ont fonctionné selon un modèle amélioré à cinq pôles, qui intégrait la collecte et l'analyse des données, la prise de décision, la communication ainsi qu'une unité dédiée à la vérification des faits. Mise en œuvre en partenariat avec le Centre pour l'innovation et le développement du journalisme (CJID), cette initiative de vérification des faits a offert la possibilité de renforcer le contrôle et la dénonciation des informations fausses ou trompeuses avant, pendant

et après les élections, réduisant ainsi le risque de tensions électorales liées à la désinformation.

Afin de faciliter l'alerte précoce et l'analyse en temps réel, WANEP a déployé 300 observateurs en Guinée et 300 autres en Côte d'Ivoire. Ces observateurs ont recueilli et transmis aux SSE des données relatives aux élections provenant des communautés jugées sensibles à l'échelle nationale, afin de permettre une réponse rapide. En Guinée-Bissau, 200 observateurs ont bénéficié d'une formation, cependant, leur déploiement a été interrompu lorsque la Commission électorale nationale a retiré à WANEP l'autorisation de mener un sondage de sortie des urnes. En dépit de cette contrainte, la WANEP a su adapter son intervention pour maintenir son appui à des processus électoraux pacifiques, en mettant en place des dispositifs de suivi et des réponses propices au contexte. Les données électorales recueillies par les observateurs ont été analysées conjointement au sein de la salle de décision, la plus haute instance de la SSE. Plus précisément, en Guinée, WANEP a soutenu huit actions de réponse essentielles qui ont contribué à la prévention et à la désescalade des tensions liées aux élections. En Côte d'Ivoire, 13 interventions ciblées ont été mises en œuvre, associant la coordination des parties prenantes et des mesures de réponse rapide. En Guinée-Bissau, WANEP a soutenu une action en faveur des élections pacifiques grâce à trois mesures de suivi, d'analyse et d'intervention adaptées au contexte.

Tout au long du cycle électoral, WANEP a apporté un soutien financier et technique aux organisations de la société civile des trois pays pour mettre en œuvre des initiatives visant à promouvoir la tolérance politique, le dialogue avec les jeunes et le respect des codes de conduite électORALES.

Au-delà du suivi électoral, le projet E-MAM en Côte d'Ivoire a adopté une approche participative et multisectorielle pour s'attaquer aux facteurs structurels de la violence électorale. Grâce à la mobilisation communautaire, à la collaboration avec les autorités locales, au soutien psychosocial et à l'autonomisation socio-économique, le projet a renforcé la démocratie inclusive, la bonne gouvernance et la cohésion sociale. Ces actions ont permis à 439 personnes issues de communautés rurales marginalisées d'obtenir des documents d'identité officiels et ont sensibilisé plus de 500 personnes à l'engagement civique, renforçant ainsi l'inclusion politique et contribuant à réduire les tensions préélectorales. En reconnaissance de ces contributions, WANEP s'est vu décerner le troisième

1 <https://wanep.org/wanep/wp-content/uploads/2023/11/E-MAM-FACTSHEETFeb2024.pdf>

prix lors de la cérémonie de remise des Prix nationaux de la défense des droits de l'homme 2025 en Côte d'Ivoire pour son programme « Démocratie, élections et bonne gouvernance ». Cette reconnaissance nationale a mis en évidence l'impact du projet sur la promotion des droits de l'homme, l'inclusion électorale et la participation politique pacifique.



Le Coordinateur national de WANEP Côte d'Ivoire reçoit le troisième prix lors des Prix nationaux des droits humains 2025 en Côte d'Ivoire.

Dans tous les contextes, les interventions de l'E-MAM ont contribué à relever les défis liés aux élections, notamment les irrégularités de procédure et les retards opérationnels, grâce à une étroite collaboration avec les organismes de gestion des élections. Le projet a également lutté contre la désinformation par le biais de rapports de vérification des faits, de points presse, de communiqués de presse et d'un dialogue constant avec les journalistes et les principales parties prenantes tout au long de la campagne électorale. Le dialogue structuré avec les représentants des partis politiques a également contribué à désamorcer les tensions et à renforcer les engagements en faveur de la participation pacifique et de l'acceptation des résultats électoraux par des voies juridiques et institutionnelles.

### 1.3. Produits d'analyse appliquée et de connaissances pour la prise de décision

Au cours de l'année considérée, WANEP a renforcé le lien entre l'alerte précoce et la réponse préventive en fournissant des produits analytiques et des connaissances de grande qualité qui ont permis de traduire l'analyse des risques en informations utiles pour les décideurs politiques, les acteurs de la paix et les institutions régionales.

WANEP a publié une série de rapports thématiques et de rapports de situation traitant à la fois des menaces structurelles et naissantes. Il convient notamment de souligner que le rapport thématique intitulé « *Les femmes et l'économie souterraine de l'exploitation minière illégale en Afrique de l'Ouest* » a ouvert la voie à une meilleure compréhension des dimensions liées au genre des économies illicites et leurs implications pour l'insécurité et la cohésion sociale, favorisant ainsi des réponses politiques inclusives.

Au niveau national, les équipes NEWS de WANEP ont produit des analyses ciblées accompagnées de recommandations concrètes et d'actions stratégiques destinées aux acteurs étatiques et non étatiques. Au Mali, un suivi approfondi des dynamiques sociopolitiques et sécuritaires a donné lieu à une analyse thématique de la grève nationale organisée par le Syndicat national des banques, compagnies d'assurance, institutions financières et métiers connexes, complétée par un rapport d'alerte rapide et de réponse visant à favoriser le dialogue entre les parties prenantes et à atténuer les risques. Une analyse complémentaire sur le trafic de drogue et la toxicomanie a mis en évidence une aggravation des risques et a permis d'élaborer des stratégies coordonnées de prévention, de répression et d'intervention axées sur les jeunes.

WANEP a aussi produit des résultats axés sur les politiques pour soutenir la diplomatie préventive et la gouvernance inclusive. En Guinée, une note d'orientation sur le processus de référendum constitutionnel a souligné l'importance de la transparence et d'une inclusion généralisée pour atténuer les risques liés à une réforme constitutionnelle imposée sans consensus. En Côte d'Ivoire, la note d'orientation intitulée « Élection présidentielle d'octobre 2025 : entre risques de violence et espoirs d'un scrutin pacifique » a présenté une analyse des facteurs de risque électoral et des possibilités de réduction de la tension. Ce document contient des recommandations concrètes à l'intention des institutions publiques, des acteurs politiques et de la société civile. Il a servi de source d'information à plusieurs missions d'observation électorale régionales et internationales, notamment celle de la CEDEAO, démontrant ainsi sa contribution à l'engagement préventif et aux efforts déployés par les parties prenantes pour réduire les risques de violence électorale.

De même, en Guinée-Bissau, la note d'orientation intitulée « Élections présidentielles et législatives de 2025 : espoir de stabilité ou crainte d'un retour à l'instabilité politique ? » (*Eleições Presidenciais e Legislativas de 2025 : Esperando Estabilidade ou*

*Temendo um Retorno à Instabilidade Política?*) a analysé le contexte politique instable du pays et a identifié les facteurs susceptibles de provoquer une instabilité. Les recommandations formulées dans cette note visent à soutenir la diplomatie préventive, à renforcer l'action de plaidoyer de la société civile et à éclairer les efforts déployés par les acteurs nationaux et internationaux pour promouvoir des processus électoraux pacifiques, crédibles et stables.

Au Togo, dans un contexte de tensions sociopolitiques croissantes et d'intensification de la contestation publique, WANEP a publié une brève mise à jour intitulée « Alerte sur la montée des tensions sociopolitiques et le risque d'instabilité au Togo ». Cette mise à jour a favorisé une implication proactive des parties prenantes nationales et régionales, permettant ainsi des réponses anticipées et des efforts de dialogue afin d'atténuer l'escalade et à prévenir toute aggravation de l'instabilité.

Au niveau continental, WANEP a renforcé ses partenariats stratégiques et son influence politique en corédigeant le rapport de situation sur l'ODD 16 « Paix, justice et institutions efficaces » en Afrique, intitulé «*Examen des principaux défis de développement en Afrique à travers le prisme de l'ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces*», en collaboration avec le Centre d'études sur la violence et la réconciliation (CSVR). Ce rapport présente une analyse approfondie des progrès accomplis, des lacunes constatées et des leviers d'action pour faire avancer l'ODD 16, en phase avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il a enrichi le dialogue politique entre les institutions continentales, les partenaires au développement et les acteurs de la société civile. En établissant un lien entre les enseignements tirés des systèmes d'alerte précoce et les programmes de réforme de la gouvernance et de la justice, le rapport préconise des approches plus cohérentes et axées sur la prévention en matière de l'édification de la paix et de renforcement des institutions à travers l'Afrique.

#### 1.4. Renforcement des capacités d'analyse et de réponse de la société civile grâce au REcAP

Dans le cadre du projet « Réseau de recherche et d'action pour la paix » (REcAP), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par WANEP, le Conseil danois pour les réfugiés (CDR) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), 14 sessions de formation ciblées et des outils d'apprentissage pratiques ont renforcé les capacités d'analyse, de plaidoyer et de coordination de la société civile. Ces interventions ont permis aux participants

de mieux analyser les conflits, de dialoguer de manière constructive avec les parties prenantes et de contribuer à la prise de décisions politiques pertinentes aux niveaux national et régional. Des modules de formation sur la prévention et la gestion approfondies des conflits, le genre et l'édification de la paix, la promotion de la paix et la sensibilité aux conflits ont été élaborés à l'aide d'approches participatives d'apprentissage pour adultes, fondées sur les dynamiques locales des conflits. Cette approche a favorisé un apprentissage pratique adapté au contexte et directement applicable aux risques émergents et aux réalités locales. Les communautés bénéficiaires prioritaires ont été sélectionnées au moyen d'analyses des conflits, des conclusions issues du dialogue communautaire et de l'évaluation de leur vulnérabilité à l'extrémisme violent, afin de garantir une mise en œuvre adaptée au contexte et conforme aux objectifs du projet. Un modèle de mise en œuvre complémentaire entre WANEP et la RDC, soutenu par les réseaux nationaux de WANEP et les membres du REcAP, a permis de consolider la cohérence régionale, l'apprentissage entre les pairs et l'impact global.

Une évaluation à mi-parcours a mis en évidence des lacunes spécifiques en matière de capacités, qui ont servi de base à l'amélioration du contenu et des modalités de la formation. Ces conclusions ont orienté le développement ciblé de compétences en matière de résolution des conflits au sein des communautés, l'adoption de méthodes de formation participatives, la collaboration avec les autorités locales ainsi que le renforcement des mécanismes d'alerte précoce et de plaidoyer. Il est important de noter que l'évaluation a mis en évidence les moyens de traduire le renforcement des capacités en résultats concrets pour l'édification de la paix et en un engagement plus durable en matière de politique.

#### 1.5. Influence sur les politiques et la prise de décision préventive

En 2025, WANEP a renforcé son influence sur les actions de politique de paix et de sécurité aux niveaux national, régional et continental. Grâce à un engagement technique constant et à des partenariats stratégiques, WANEP a consolidé son rôle d'acteur fiable de la société civile au sein de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPSA), en faisant le lien entre l'analyse, les politiques et les réponses.

Le bureau de liaison de WANEP auprès de l'Union africaine a rédigé une note d'orientation stratégique qui a orienté l'action diplomatique préventive de l'Union africaine en Guinée-Bissau en prévision des élections générales. Le document d'orientation a

présenté des évaluations des risques basées sur des scénarios, qui ont été transmises aux parties prenantes au niveau continental et régional afin de les aider à mettre en place des mesures préventives avant les élections.

La participation de WANEP à des processus politiques régionaux majeurs a davantage renforcé la diplomatie préventive. Dans le cadre de la mission d'enquête préélectorale de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, WANEP a soutenu le processus d'évaluation des risques qui a recueilli les commentaires des acteurs politiques, de la société civile, des médias et des parties prenantes diplomatiques. Cette contribution a enrichi le rapport de mission et a servi de base aux recommandations formulées quant aux efforts d'atténuation à mettre en œuvre avant les élections générales.

Au niveau continental, WANEP a collaboré avec la Commission de l'Union africaine pour organiser conjointement à Dakar une consultation de la société civile de trois jours sur les défis liés à la gouvernance, les transitions politiques et la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. La consultation a mis en évidence le rôle central de la sécurité humaine dans les mesures prises par les pouvoirs publics, ainsi que la nécessité de renforcer la cohérence entre les contributions de la société civile à l'alerte précoce et les processus politiques à l'échelle continentale.

Au-delà des processus électoraux et de gouvernance, WANEP a apporté une contribution technique aux initiatives stratégiques de l'Union africaine en matière de politique. En tant que membre clé de la société civile au sein du Comité du Département de la paix et de la sécurité de l'UA chargé du changement climatique, de la paix et de la sécurité, la contribution de WANEP a favorisé le renforcement de la Position commune africaine de l'UA sur le changement climatique, la paix et la sécurité sur le continent.

En outre, en tant que membre du Groupe stratégique du Réseau des groupes de réflexion africains pour la paix de l'UA (NETT4Peace), WANEP a contribué à l'élaboration du plan d'activité 2026 du Réseau, ce qui a amélioré la coordination des connaissances continentales.

## 1.6. Renforcement des capacités de coordination et de réponse régionales et continentales

Au niveau régional, WANEP a fourni une expertise technique pour renforcer l'interopérabilité de l'alerte précoce et la coordination de la réponse entre les institutions régionales. Lors d'un atelier organisé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine

(UEMOA) à Ouagadougou, l'organisation a soutenu la révision et la mise en œuvre du manuel du Mécanisme de suivi et d'alerte précoce, renforçant ainsi les capacités des États membres en matière de collecte de données, d'analyse des crises et de réponse.

L'expertise institutionnelle de WANEP dans le domaine de l'alerte précoce lui permet de soutenir les activités de son réseau NEWS tout en renforçant l'interopérabilité avec les plateformes de ECOWARN et du Système continental d'alerte précoce de l'Union africaine. Grâce à sa structure NEWS au niveau communautaire, les responsables de NEWS transmettaient régulièrement des données à l'African Reporter de l'UA et à la plateforme ECOWARN. Cette disposition a rehaussé la rigueur analytique des produits d'alerte précoce et a éclairé les réponses stratégiques au niveau de la CEDEAO, du Conseil de paix et de sécurité et du Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de l'UA.

Par ailleurs, l'examen par les pairs des indicateurs d'alerte précoce de l'UA mené par WANEP a permis de s'assurer qu'ils prennent en compte l'évolution des risques émergents ainsi que la dynamique changeante des conflits.

Dans le cadre de son partenariat avec le Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité, WANEP a renforcé la capacité de la société civile régionale en Afrique orientale et australe à utiliser les mécanismes d'alerte précoce et de prévention des conflits dans leurs régions. Les formations pratiques organisées au Botswana et en Ouganda dans le cadre du projet « *Renforcement des structures multipartites de prévention des conflits en Afrique* », financé par la GIZ, ont amélioré les compétences de 40 réseaux d'organisations de la société civile affiliés à l'IGAD, au COMESA, à la SADC et à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Les enseignements tirés de ces formations ont été consignés sous forme de recommandations de bonnes pratiques pour les partenariats entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile dans le domaine de l'alerte précoce et de réponse. Il a également contribué à la mise au point d'un cadre d'analyse continental conjoint dirigé par l'UA. En Afrique de l'Ouest et du Centre, WANEP a facilité l'apprentissage entre les pairs avec le réseau COPAC afin de renforcer leur rôle au sein du MARAC de la CEEAC.

## 1.7 Renforcement des architectures multipartites de prévention des conflits

WANEP a renforcé les architectures multipartites de prévention des conflits au-delà de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre du projet « *Renforcement des architectures multipartites de prévention des conflits en Afrique* », financé par la GIZ. Cette initiative a soutenu l'analyse conjointe des systèmes d'alerte précoce, le développement de ces systèmes et le renforcement des capacités des acteurs de la société civile, ainsi que des acteurs régionaux et continentaux en Afrique orientale, australe et centrale, renforçant ainsi les réponses coordonnées et préventives face aux nouveaux risques.

Dans le cadre de ce même projet, WANEP a contribué à la conception et à la mise en œuvre d'un mécanisme régional d'alerte précoce regroupant l'Union africaine, la CEDEAO et la société civile au sein du Mécanisme de coordination technique. Cette initiative a permis de renforcer l'interopérabilité, l'analyse conjointe et le suivi de la gouvernance entre les systèmes d'alerte précoce à l'échelle continentale, régionale et de la société civile.

En 2020, la Zambie a mené de sa propre initiative l'Évaluation nationale de la vulnérabilité structurelle et de la résilience (CSVRA) sous l'égide du Cadre continental de prévention des conflits structurels (CCPCS) de l'Union africaine, avec l'appui de l'UA et du COMESA. Menée par le Bureau du vice-président par l'intermédiaire de l'Unité de gestion et d'atténuation des catastrophes (DMMU), cette évaluation a mis en évidence la nécessité de mettre en place un mécanisme de paix formel, inclusif et ancré au niveau national afin de coordonner les acteurs étatiques et non étatiques, de renforcer la résilience et de veiller à ce que la paix reste au cœur du développement national.

S'appuyant sur ces conclusions, WANEP a soutenu, en partenariat avec l'UA, la GIZ et le SACCORD, l'organisation d'un forum consultatif et d'un atelier technique à Lusaka, qui ont réuni 30 participants issus des pouvoirs publics et de la société civile. Ces initiatives ont permis d'évaluer les mécanismes de paix existants, d'identifier les lacunes et d'élaborer conjointement des lignes directrices pratiques pour l'infrastructure nationale de paix (INP) de la Zambie, conformément au Cadre continental de l'Union africaine relatif aux INP.



*WANEP soutient l'élaboration de lignes directrices pratiques pour la mise en place de l'Infrastructure nationale de paix de la Zambie.*

Parmi les activités complémentaires figuraient une formation multipartite sur la réduction des risques de catastrophe destinée à 25 participants, ainsi que la consignation des enseignements tirés. Ces efforts ont renforcé la résilience, l'état de préparation et les capacités institutionnelles en matière de prévention des conflits et des crises. WANEP a également apporté un soutien technique tout au long du processus d'élaboration de l'INP, veillant à ce que ce mécanisme soit inclusif, adapté au contexte et ancré dans les structures nationales.

Dans l'ensemble, ces initiatives ont amélioré la coordination des réponses aux risques de conflit et ont contribué à une paix et à une sécurité durables en Zambie, tout en intensifiant les efforts déployés à l'échelle continentale pour développer les infrastructures nationales de paix à travers l'Afrique.

# 2

## DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 2 : RENFORCEMENT LA CAPACITÉ DES FEMMES ET DES FILLES À INFLUENCER LES POLITIQUES



**L**e renforcement du rôle des femmes et des filles dans l'élaboration des politiques et la prise de décision demeure un axe central dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Les interventions de WANEP reposent sur des cadres normatifs internationaux et régionaux clés, notamment la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) et les résolutions connexes, le Cadre continental de l'Union africaine sur les femmes, la paix et la sécurité, ainsi que le Cadre de résultats de la CEDEAO en matière de conflits, afin de faire évoluer l'agenda « Femmes, paix et sécurité » (FPS). Grâce à des initiatives ciblées, WANEP favorise la gouvernance inclusive, la participation économique et la prise de décision politique. Cette approche permet aux femmes et aux filles d'influencer les politiques et les actions qui contribuent à la stabilité, au développement et à une paix durable dans la région.

### 2.1 Renforcement des capacités et responsabilité

En tant que coprésidente du Comité directeur Femmes, paix et sécurité (FPS) de la CEDEAO, WANEP a tenu une formation visant à renforcer les compétences de 30 acteurs au Ghana. Cette session, qui a réuni des représentants des ministères en charge de l'égalité des sexes et des organisations de la société civile, portait sur le Cadre continental

de résultats simplifié de la CEDEAO. Grâce à ce cadre, les participants ont renforcé leur capacité à élaborer des rapports sur l'indice FPS 2025. Cette formation a ensuite été reproduite dans huit pays d'Afrique de l'Ouest, afin de renforcer les mécanismes régionaux de responsabilité et de suivi des résultats.

Dans toute la région, WANEP a également formé 80 femmes médiatrices issues des communautés aux techniques de médiation et aux compétences en communication, ce qui a renforcé leur visibilité, leur influence et leur contribution à l'édification de la paix au niveau local. Ces formations pratiques ont favorisé l'apprentissage entre pairs des bonnes pratiques, tout en mettant en place une plateforme régionale de coordination avec les infrastructures nationales et locales œuvrant pour la paix.

Dans le cadre de ses efforts pour assurer la durabilité institutionnelle, 15 points focaux FPS au sein des réseaux de WANEP ont bénéficié d'une formation à l'élaboration de propositions et à la mobilisation de ressources. Les évaluations réalisées avant et après la formation ont montré que 90 % des participants ont amélioré leurs connaissances, et plusieurs d'entre eux ont par la suite obtenu des financements pour assurer la continuité et l'amélioration de la mise en œuvre des programmes.

## 2.2. Renforcement du leadership et de la médiation des femmes au niveau communautaire

Au Ghana, WANEP a renforcé la capacité des femmes et des jeunes à prévenir les conflits et l'extrémisme violent grâce à des interventions de formation ciblées. Dans le cadre du projet du Fonds pour la consolidation de la paix du PNUD/FNUAP visant à renforcer la cohésion sociale, WANEP a formé 561 femmes issues de 24 communautés réparties dans huit districts des régions Upper West, Upper East et North-East à la collaboration entre civils et forces de sécurité ainsi qu'à la prévention des conflits. Par ailleurs, dans le cadre du projet « Sécurité dans le nord du Ghana III » de la Fondation STAR-Ghana, financé par le FCDO, WANEP a formé 11 femmes membres de ses comités de dialogue interpartis pour la jeunesse à la prévention et à la gestion des conflits politiques dans différentes circonscriptions des régions de la Savane et du Nord, renforçant ainsi la culture démocratique et l'édification de la paix au niveau communautaire.



*Formation sur les économies illicites et les impacts du commerce avec des agences étatiques, des jeunes et des femmes des communautés frontalières de Kugri, Siisi et Danegu au Ghana.*

Au Mali, WANEP a renforcé le leadership, la participation et les activités de plaidoyer des femmes dans le domaine de la gouvernance de la paix et de la sécurité grâce à des actions ciblées de développement des capacités et d'engagement dans le cadre du programme « Femmes, paix et sécurité ». En février 2025, WANEP a organisé une formation sur la médiation, la gouvernance inclusive et les stratégies de plaidoyer à l'intention de 50 femmes leaders à Bamako, afin de leur donner les compétences pratiques nécessaires pour influencer les processus politiques et de paix et pour élaborer conjointement des plans d'action visant à favoriser la participation des femmes au sein des comités locaux de sécurité. Parallèlement, 20 militantes ont participé à un atelier de planification stratégique en matière de plaidoyer, qui leur a permis de consolider leurs compétences en matière de négociation et de campagne. En conséquence, 78 % des participants ont pu concevoir des campagnes structurées visant à accroître l'intégration des femmes dans la gouvernance de la sécurité, à sensibiliser les autorités locales et à mettre en place des mécanismes de suivi de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies.

En mars 2025, WANEP a mis en place au Mali un groupe de travail local de femmes regroupant 21 femmes leaders issues de six communes de

Bamako. Ce groupe de travail a été chargé de définir les rôles, la structure et un plan d'action stratégique pour promouvoir l'inclusion des femmes dans la gouvernance locale de la sécurité. En mettant en place une structure officielle dédiée au leadership, cette initiative a renforcé la capacité des femmes à définir les priorités en matière de sécurité communautaire et a favorisé leur participation à la gouvernance locale.

Cette initiative a été complétée par un forum interactif organisé à l'occasion de la Journée internationale des femmes, qui a réuni 125 participants, pour la plupart des jeunes femmes, afin de débattre des droits, de l'égalité et de l'autonomisation des femmes. Ce forum a approfondi la compréhension des engagements nationaux et régionaux, amplifié la voix des femmes marginalisées et renforcé leur rôle essentiel dans l'édification de la paix, la médiation communautaire et la résilience dans les contextes de crise.



WANEP lance une Task Force locale de femmes pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité au Mali

Ensemble, ces initiatives ont permis de renforcer la capacité d'action des femmes grâce à la création des rôles de leadership structurés, à l'élargissement des plateformes de connaissances et de plaidoyer, et au renforcement des pratiques de sécurité inclusives. Elles ont contribué à une gouvernance plus participative et ont placé les femmes au cœur des enjeux liés à la paix et à la sécurité au Mali.

Au Togo, WANEP a fait progresser le leadership des femmes et des jeunes dans le domaine de la paix et de la sécurité sensibles au genre en dotant 34 médiatrices communautaires et acteurs du programme Youth4Peace de compétences pratiques en matière de plaidoyer. Les participants ont ainsi amélioré leur capacité à analyser les dynamiques sécuritaires, à formuler des messages axés sur la prévention et à sensibiliser les décideurs locaux et nationaux. Ce processus a abouti à l'élaboration d'une feuille de route commune de plaidoyer et au lancement d'initiatives décentralisées de plaidoyer dans les régions des participants, notamment dans les cinq régions du pays et dans la région administrative de

Lomé, ce qui a favorisé un engagement durable de la communauté locale et rehaussé l'influence des femmes et des jeunes dans la prévention des conflits et l'édification de la paix.

Au niveau communautaire, WANEP a contribué à la prévention de la violence fondée sur le genre en organisant des dialogues inclusifs avec les femmes, les jeunes, les responsables communautaires et les collectivités locales. Ces échanges ont permis de créer des espaces sûrs pour discuter de la violence et des normes sociales néfastes, ainsi que d'identifier collectivement les lacunes en matière de protection. Ils ont aussi favorisé l'appropriation des efforts de prévention par la communauté et suscité des engagements concrets en faveur d'une collaboration avec les autorités régionales. Par exemple, dans le cadre du projet financé par Equipop intitulé Vers une mise en œuvre transformatrice des programmes « Femmes, Jeunesse, Paix et Sécurité » au Togo, l'impact de ces échanges se reflète dans le témoignage d'une mère de 35 ans, originaire de Dzrekpo. Elle a mis en lumière la force de l'action collective en déclarant : « Dans notre communauté, de nombreuses femmes subissent des violences au quotidien, mais personne n'ose en parler. *Ce silence nous tue lentement. J'aimerais que la police, les autorités et les chefs de village s'impliquent davantage dans la protection des femmes et des enfants* ».

Au Burkina Faso, WANEP a renforcé le leadership des femmes, leurs capacités de médiation et leur influence en matière de plaidoyer dans le cadre du programme « Femmes, paix et sécurité (FPS) ». Au total, 200 femmes, dont 100 adolescentes originaires de la région de Yaadga, dans le nord, et de la région de Nando, dans le centre-ouest, ont acquis des compétences pratiques en matière de médiation politique et communautaire, ce qui leur a permis de devenir des actrices de la paix au niveau local. Grâce aux séances de partage des connaissances, 1 224 nouveaux membres de la communauté ont pu bénéficier de ces acquis. Pour compléter ces initiatives locales, WANEP a formé 40 femmes occupant des postes de responsabilité ou jouant un rôle d'influence, y compris d'anciennes et actuelles parlementaires, ministres, ambassadrices et élues locales. Grâce à leurs connaissances ciblées sur le programme FPS, ces responsables sont mieux armés pour faire du plaidoyer et contribuer à un engagement politique plus efficace aux niveaux national et régional.

Afin de traduire le renforcement des capacités en action collective, WANEP a facilité le dialogue inclusif, le réseautage et les échanges intergénérationnels. Les dialogues structurés organisés à Koudougou et à

Manga ont réuni 190 femmes et hommes pour discuter des questions relatives à l'éducation des filles, à l'engagement des jeunes et à la contribution des femmes rurales à la cohésion sociale. Ces efforts ont été soutenus par des dialogues intergénérationnels auxquels ont participé 200 femmes et filles de Nakambé, Yaadga, Nando et Guiriko, favorisant ainsi l'apprentissage mutuel, la transmission des valeurs et l'appropriation communautaire du processus d'édification de la paix.

En Sierra Leone, WANEP a joué un rôle stratégique dans la promotion du leadership des femmes et de leur influence politique en organisant une table ronde des femmes à l'occasion de la Journée panafricaine des femmes, sous le thème « Autonomiser les femmes, c'est autonomiser l'Afrique ». Des femmes leaders, des militantes, des animatrices communautaires et des professionnelles du développement ont examiné la contribution des femmes à l'édification de la paix et au développement national, ainsi que les obstacles persistants à leur participation effective aux processus de gouvernance et de sécurité. Ce forum a offert un espace de partage d'expériences et de réseautage, permettant aux participantes d'identifier les actions prioritaires pour renforcer l'inclusion des femmes dans la prise de décision et l'influence des politiques aux niveaux national et local. Il a contribué au renforcement de l'engagement commun envers le mentorat, la solidarité et un plaidoyer soutenu, tout en soulignant le rôle central des femmes en tant qu'actrices de la paix, de la stabilité et du développement inclusif en Sierra Leone.

### 2.3. Élaboration des PAN et influence sur les politiques mondiales

WANEP a facilité l'adoption des plans d'action nationaux de troisième génération au titre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies au Togo et au Nigeria, et a aidé 13 pays à pérenniser leurs plans d'action nationaux de deuxième génération.

Au Togo, WANEP a contribué à l'institutionnalisation du programme « Femmes, paix et sécurité » grâce à un travail soutenu de plaidoyer politique et d'accompagnement technique, et a appuyé l'élaboration, la validation et l'adoption officielle du Plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité (2026-2030).

Au Nigéria, WANEP a été membre du comité technique national sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS). Il a soutenu l'adoption du Plan d'action de l'État de Lagos et a contribué à l'élaboration du Plan d'action de l'État d'Edo (EdoSAP). Ces deux initiatives ont

permis d'aligner les priorités infranationales sur le troisième plan d'action national du Nigeria (2024-2029). L'EdoSAP fournit un cadre sensible au genre pour relever les défis complexes en matière de sécurité. Il s'agit notamment de la violence basée sur le genre, de la traite, des tensions communautaires et de la réticence des jeunes. Il renforce également les instruments juridiques et politiques nationaux et accroît la participation des femmes à la gouvernance de la paix et de la sécurité.

WANEP a aussi soutenu des initiatives de rétablissement psychosocial pour les femmes touchées par un conflit. Ces efforts ont amélioré la confiance, le bien-être et les capacités d'adaptation, permettant aux femmes de reconstruire leur vie et de contribuer plus activement aux processus de paix.

Au niveau international, WANEP a renforcé son rôle d'interlocuteur de confiance de la société civile dans le cadre du programme « Femmes, paix et sécurité » (FPS) en présentant un exposé au Conseil de sécurité des Nations unies le 7 août 2025, lors de sa 9974e session. Il a mis en évidence des lacunes persistantes dans la mise en œuvre du programme « Femmes, paix et sécurité » en Afrique de l'Ouest et au Sahel. WANEP a formulé des recommandations concrètes axées sur la prévention, y compris un financement durable et flexible pour les initiatives de paix menées par des femmes, le renforcement de l'autonomisation économique des femmes par le biais des droits fonciers, de l'accès au financement et de la formation professionnelle, ainsi qu'une attention accrue à la diplomatie préventive. Cette présentation a contribué à des débats éclairés sur l'édification de la paix et la prévention des conflits au niveau international.



*Le Directeur exécutif de WANEP informe le Conseil de sécurité des Nations unies sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité*

WANEP a, par ailleurs, obtenu la reconnaissance officielle de ses réseaux de femmes par le Centre

2

régional d'agrométéorologie et d'hydrologie opérationnelle (AGRHYMET), une institution membre du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Cette reconnaissance s'inscrit dans le cadre de la réponse apportée aux risques croissants liés au climat dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, où les pressions environnementales, la raréfaction des ressources et les phénomènes météorologiques extrêmes accentuent les conflits et affaiblissent la résilience des communautés. Grâce à cet engagement technique, les réseaux de femmes ont été désignés comme points focaux dans le cadre de planification et de coordination de la sécurité sensible au climat d'AGRHYMET. Ce résultat a consolidé les approches inclusives et axées sur la prévention en matière de sécurité climatique, et de renforcer le rôle des femmes en tant qu'actrices clés dans l'atténuation des conflits liés au climat et la promotion d'une paix durable.



WANEP, représenté par son Coordinateur du Réseau national pour le Burkina Faso, participe au dialogue régional du Groupe de travail d'experts de l'AES.

Au Burkina Faso, WANEP a apporté une contribution significative au dialogue politique régional sur les femmes et l'égalité des sexes au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES) en mettant son expertise

technique à la disposition du groupe d'experts de l'AES lors de sa rencontre en juillet 2025. En s'appuyant sur une analyse de la situation dans les trois pays de l'AES, WANEP a contribué à l'élaboration d'un cadre de consultation commun et d'une feuille de route commune afin d'identifier les progrès accomplis, les lacunes persistantes et les actions prioritaires pour promouvoir les droits des femmes et l'égalité des sexes au Sahel. Il a jeté les bases stratégiques du processus ministériel et a directement éclairé le projet de déclaration ministérielle. Le cadre et la feuille de route ont ensuite été validés et officiellement adoptés par les ministres chargés de la promotion des femmes et de l'égalité des sexes des trois pays de l'AES lors d'une conférence ministérielle qui s'est tenue le 17 juillet 2025, marquant ainsi une avancée concrète vers des engagements coordonnés à l'échelle régionale pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

WANEP a publié le *rapport d'évaluation régional intitulé «25 ans de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies»*, qui examine les progrès accomplis, les lacunes persistantes et les nouveaux défis liés à la mise en œuvre du programme « Femmes, paix et sécurité » en Afrique de l'Ouest, vingt-cinq ans après son adoption. Le rapport contient des recommandations stratégiques appelant à un renouveau du leadership politique, à un financement durable et à un renforcement des partenariats, conformément à l'ODD 5, à l'Agenda 2063 de l'Union africaine et à la Vision 2050 de la CEDEAO.



Pour marquer le 25<sup>e</sup> anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, WANEP a contribué à la production et au lancement d'une évaluation nationale complète de la mise en œuvre de la résolution au Nigeria. Le rapport, intitulé « *Au-delà des engagements : une évaluation critique de la mise en œuvre de la résolution 1325 du*

Conseil de sécurité des Nations unies au Nigeria », dresse le bilan de douze années de progrès, met en évidence les lacunes persistantes et définit les nouvelles priorités pour faire avancer le programme « Femmes, paix et sécurité ». L'évaluation fournit des enseignements destinés à orienter la mise en œuvre du troisième plan d'action national du Nigeria sur les femmes, la paix et la sécurité (2025-2030), grâce à un suivi systématique des étapes clés de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies au niveau des États et des collectivités locales. Ce rapport a également servi de base à des analyses régionales plus larges menées par la CEDEAO et l'Union africaine, ce qui a renforcé le rôle de premier plan du Nigeria dans la promotion d'une paix et d'une sécurité sensibles au genre et a contribué à l'apprentissage régional et à la cohérence des politiques.

#### 2.4. Dialogues stratégiques, campagnes de sensibilisation et partenariats

Afin de favoriser l'apprentissage et la promotion du programme « Femmes, paix et sécurité (FPS) » dans la région, WANEP a mené une série d'actions de sensibilisation. Quatre séries des rencontres « GenderTalk » ont réuni plus de 300 participants issus de groupes de femmes, de ministères et d'institutions partenaires dans le but d'examiner la question de la participation inclusive, le contexte électoral de 2025, la Convention de l'Union africaine sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, ainsi que le 25e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies. Pour consolider les acquis et favoriser la mise en pratique, deux publications de Gender Connect ont été produites, à savoir : **«L'efficacité des lois sur les quotas et la parité pour promouvoir la participation politique des femmes : les cas de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et de la Guinée-Bissau »** et **«Construire des démocraties inclusives : vers des approches diversifiées pour renforcer le leadership et la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest »**. Ces publications ont fait état de la résilience et de l'influence des femmes dans l'ensemble du programme « Femmes, paix et sécurité », renforçant ainsi l'apprentissage entre pairs, l'engagement politique et la communauté de pratique GenderTalk à travers l'Afrique de l'Ouest.

Dans le cadre d'un partenariat avec le Haut-Commissariat d'Australie à Accra, au Ghana, et le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC), WANEP a mis en place une plateforme de dialogue multipartite axée sur le thème « *Amplifier la voix des femmes dans les*

*transitions démocratiques* ». Les résultats ont été consignés et diffusés afin d'orienter les programmes et les actions de plaidoyer en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité dans la région.



*Vue d'ensemble des participants au dialogue sur le thème « Amplifier les voix des femmes dans les transitions démocratiques ».*

Conscient de l'influence croissante des écosystèmes d'information sur les droits et la sécurité des femmes, WANEP a mobilisé 24 professionnels des médias au Togo en tant que partenaires stratégiques afin de lutter contre la désinformation fondée sur le genre et de promouvoir un journalisme responsable. Cette initiative a mis en évidence le lien entre la désinformation, l'insécurité et les crises humanitaires, tout en amplifiant la voix des femmes pour contrer les discours néfastes. Elle s'est traduite par des actions au niveau local, notamment des campagnes de sensibilisation menées dans neuf localités de la région des Savanes, qui ont touché 325 membres de la communauté, pour la plupart des femmes issues de coopératives agricoles et avicoles. De plus, cette initiative a renforcé la résilience des communautés et démontré l'effet multiplicateur de l'approche intégrée de WANEP en matière de plaidoyer et de partenariat.

Grâce à une approche sensible au genre en matière de partenariats, la dynamique intergénérationnelle a été soutenue dans toute la région comme suit :

- L'Organisation a soutenu le Réseau des femmes pour la paix et la sécurité au sein de la Commission de la CEDEAO (NOPSWECO) dans la révision et l'élaboration de son plan stratégique quinquennal. Ce processus a permis au Réseau d'affiner ses priorités en matière de femmes, de paix et de sécurité, ainsi que ses plans d'action opérationnels, afin de garantir une cohérence stratégique renforcée et un impact accru.
- En collaboration avec la Fondation pour la sécurité et le développement en Afrique

(FOSDA) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), WANEP a mobilisé 200 jeunes lors d'un dialogue intergénérationnel sur le thème « Autonomiser les jeunes femmes : accélérer l'action en faveur du programme FPS ». Ce dialogue a permis de renforcer les liens de mentorat, d'encourager le soutien des hommes et de susciter un engagement en faveur d'actions de plaidoyer fondées sur la technologie parmi les nouveaux champions de la FPS.

Dans le cadre de son engagement envers une gouvernance inclusive au Sahel, WANEP a organisé une réunion préparatoire régionale conjointe avec 20 femmes leaders du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Cette initiative régionale vise à renforcer le leadership et la participation des femmes à la gouvernance locale grâce à des approches de mise en œuvre coordonnées et stratégiques.



Réunion préparatoire conjointe régionale avec des femmes leaders du Burkina Faso, du Mali et du Niger à Accra, Ghana.

Aux niveaux national et local, WANEP a soutenu l'élaboration d'un cadre de plaidoyer stratégique pour orienter les actions des organisations de femmes au Burkina Faso. À partir de ce cadre, les femmes leaders ont mis en œuvre 48 initiatives de plaidoyer ciblées dans 26 communes des régions de Nakambé, Yaadga, Nando et Guiriko, en collaboration avec les autorités locales et les responsables communautaires. Ces efforts ont conduit les décideurs à s'engager officiellement, par voie orale, à renforcer la participation des femmes et à garantir leur représentation dans les plateformes de dialogue communautaire et de prise de décision. Grâce à cette approche, WANEP a su transformer le renforcement des capacités en résultats concrets en matière de gouvernance, consolidant le rôle des femmes en tant qu'actrices clés de la paix et de la cohésion sociale au niveau local.

# 3

## DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 3 : RENFORCEMENT DES MÉCANISMES D'IMPLICATION ET D'ENGAGEMENT CONCRETS DES JEUNES



**D**onner aux jeunes les moyens de contribuer de manière significative à la paix et à la sécurité est au cœur du mandat de WANEP en Afrique de l'Ouest. Grâce à des initiatives élargies d'éducation à la paix, le Réseau soutient la participation des jeunes aux niveaux local, national et régional. En plus du développement des capacités, WANEP a consolidé les plateformes de dialogue et créé des espaces favorables aux rencontres intergénérationnelles, permettant ainsi aux jeunes d'échanger avec les responsables et les principales parties prenantes, d'exprimer leurs préoccupations et d'accroître leurs contributions aux processus d'édification de la paix.

### 3.1. Éducation à la paix et développement des capacités des jeunes

En 2025, WANEP a mis en œuvre des programmes « Jeunesse, paix et sécurité » (JPS) par l'intermédiaire de ses 15 secrétariats nationaux, permettant ainsi à 2 500 jeunes issus des établissements d'enseignement secondaire et supérieur de bénéficier d'une éducation formelle à la paix grâce à des partenariats avec des acteurs étatiques et non étatiques. Ces programmes ont contribué à une augmentation de 25 % du nombre de jeunes artisans de la paix formés à la médiation communautaire, à l'alerte précoce et à

la lutte contre la radicalisation, ce qui a permis de renforcer les capacités locales en faveur d'une paix durable et de la résilience des communautés. Par ailleurs, 2 000 anciens participants ont renoué avec les programmes de WANEP, qui leur a muni des moyens de relever les nouveaux défis en matière de sécurité humaine, tels que la violence urbaine, la violence fondée sur le genre, l'extrémisme violent, la toxicomanie, le chômage des jeunes et les effets du changement climatique sur les ressources naturelles.

Au niveau national, le Burkina Faso est un exemple de l'impact de l'approche de WANEP en matière d'éducation à la paix et de leadership des jeunes. Des clubs de la paix ont été mis en place dans six établissements d'enseignement secondaire, où dix initiatives menées par des jeunes ont abordé des questions telles que la toxicomanie, la violence fondée sur le genre et la cohésion sociale. Ils ont également privilégié les arts, la culture et le sport comme vecteurs de paix.

Au total, 1 447 élèves, dont 808 filles, ont bénéficié des initiatives des clubs de la paix, visant à encourager le dialogue et la prise de décision participative au sein des établissements scolaires. À Pabré, les membres du club de la paix ont mené à bien une médiation dans une affaire disciplinaire. Leur intervention a facilité la réinsertion d'un étudiant qui a ensuite réussi l'examen du baccalauréat.

Afin de mieux faire entendre la voix des jeunes grâce à des approches créatives et participatives, WANEP a formé 43 jeunes, dont 21 jeunes femmes, au théâtre-forum. Cette formation a donné lieu à quatre spectacles conçus par des jeunes, qui traitent des pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines, les mariages forcés, l'exclusion scolaire et la stigmatisation liée à la grossesse chez les adolescentes, et ont permis de renforcer la confiance en soi et les compétences en prise de parole en public des participants.



WANEP célèbre la Journée internationale de la paix avec les jeunes des Clubs de paix au Burkina Faso.



Un participant au hackathon « Promouvoir la paix pour et par les jeunes » (PPJ) au Burkina Faso.

Pour compléter l'éducation à la paix en milieu scolaire, WANEP a soutenu les initiatives innovantes menées par les jeunes via le réseau Youth4Peace en dotant 30 jeunes, dont 15 filles, de compétences en conception de projets et en leur proposant une formation sur les techniques de présentation de leurs idées à des donateurs potentiels. Ce processus a conduit au développement de 13 projets de paix et à la mise en œuvre de cinq initiatives financées. Il s'agissait notamment de campagnes numériques en faveur de la paix qui ont touché 500 jeunes, d'une journée de la paix axée sur les arts dans un établissement d'enseignement secondaire, de formations sur la médiation et la gestion des conflits destinées aux jeunes, ainsi que de la création de deux applications numériques qui ont mobilisé plus de 400 jeunes.

WANEP a également renforcé la participation des jeunes à la gouvernance, à la paix et à la sécurité dans le nord du Ghana. Dans le cadre du projet du Fonds pour la consolidation de la paix du PNUD et du FNUAP, 641 participants issus des régions de Upper West, Upper East et North-East ont été formés à la prévention de l'extrémisme violent et à la gestion des conflits. Par ailleurs, dans le cadre du projet « Sécurité dans le nord du Ghana III » de la Fondation STAR-Ghana, WANEP a formé 36 jeunes issus de cinq régions du nord à la prévention et à la gestion des conflits politiques, notamment dans le contexte des élections générales de 2024. Ces initiatives ont renforcé l'engagement démocratique, consolidé la résilience des communautés et élargi le rôle des jeunes en tant qu'acteurs de la paix et de la sécurité au Ghana.

En Sierra Leone, le WANEP a apporté son expertise à l'élaboration d'une feuille de route conjointe axée sur la jeunesse, définissant des mesures concrètes pour renforcer la sécurité sur les campus, promouvoir la sensibilisation à la prévention et institutionnaliser le

plaidoyer des jeunes à travers un groupe de travail national d'étudiants. Cette initiative vise à accroître la participation des jeunes, à consolider la stabilité sociale et à renforcer la paix de manière préventive. Pour atteindre ce résultat, une table ronde de dialogue avec les jeunes a été organisée, en partenariat avec les dirigeants étudiants, les institutions gouvernementales et les organismes spécialisés dans la lutte contre la drogue.



Le Coordinateur national de WANEP Sierra Leone s'exprime lors de l'événement sur la feuille de route pour « des universités sans drogue ».

### 3.2. Plaidoyer des jeunes et engagement politique

Au Nigeria, le WANEP a contribué aux efforts de plaidoyer politique visant à améliorer la protection des élèves en interpellant l'Assemblée de l'État de Lagos au sujet du projet de loi sur la Déclaration pour des écoles plus sûres. Grâce à une réunion d'information ciblée avec le président de la commission de l'éducation de la Chambre des représentants, WANEP a sensibilisé les législateurs et mobilisé leur soutien en faveur de mesures visant à améliorer la sûreté et la sécurité des établissements scolaires dans tout l'État de Lagos. La réception favorable du projet de loi reflète l'engagement politique croissant en faveur de l'institutionnalisation de la sécurité dans les écoles dans le cadre éducatif et de protection de l'État.



WANEP sensibilise élèves et enseignants dans le cadre du projet « Déclaration sur la sécurité dans les écoles » dans l'État de Lagos, au Nigeria.

### 3.3 Recherche, innovation et engagement fondé sur des données probantes dans le domaine de la jeunesse

En 2025, dans le cadre du programme de mentorat du projet REcAP, de jeunes chercheurs d'Afrique de l'Ouest et du Bassin du Lac Tchad ont été associés à des initiatives visant à renforcer leurs capacités techniques et de recherche dans les domaines de l'édification de la paix et de la prévention des conflits. Grâce à une combinaison de formation, d'accompagnement et de supervision pratique, les stagiaires ont bénéficié des conseils de chercheurs experts au sein du consortium. Ce soutien leur a permis de transformer des projets de recherche naissants en notes d'orientation utiles pour la paix et la sécurité. Les modules de formation ont porté sur la méthodologie de recherche, le leadership transformateur, la prise de parole en public et le plaidoyer, permettant ainsi aux participants d'acquérir à la fois des compétences analytiques et des outils pour influencer les politiques.

Sur les huit participants au programme, cinq ont achevé leur parcours de mentorat en 2025, tandis que les trois autres termineront en janvier 2026. L'un des moments forts du programme est la présentation officielle des résultats de recherche par les stagiaires aux partenaires du consortium et aux experts chargés de l'évaluation, qui ont formulé des commentaires constructifs et validé ces travaux. Ils ont démontré leur capacité à mettre en œuvre des méthodes qualitatives et quantitatives pour produire des résultats utiles à l'élaboration des politiques. Dans l'ensemble, le programme de mentorat REcAP contribue au renforcement de la capacité des jeunes chercheurs à concourir à l'élaboration de stratégies concrètes en matière d'édification de la paix et de prévention des conflits, tant sur le plan politique que pratique.

### 3.4. Dialogue sur la jeunesse, la paix et la sécurité et cohésion sociale

Au Togo, WANEP a renforcé la capacité des jeunes à promouvoir le dialogue interreligieux et la cohésion sociale en sensibilisant 313 jeunes, dont 102 jeunes femmes, grâce à dix sessions de formation ciblées organisées dans les cinq régions du pays : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes. Organisées avec le soutien de l'Institut allemand d'études mondiales et régionales (GIGA), ces formations ont offert l'occasion d'approfondir la compréhension de la diversité religieuse, de la tolérance et du respect mutuel. Les évaluations réalisées après la formation

ont montré que les participants se sentaient en mesure de remettre en question les stéréotypes et d'agir en tant qu'acteurs du changement au sein de leurs communautés.

### 3.5. Institutionnaliser la participation des jeunes par le biais du PAN-JPS

WANEP a collaboré avec la CEDEAO, l'UNOWAS et le PNUD pour renforcer les capacités de 700 jeunes en matière de paix et de sécurité en Gambie, au Libéria, au Bénin, au Togo et au Sénégal. Ces efforts ont été directement alignés sur la mise en œuvre stratégique des Plans d'action nationaux pour la jeunesse, la paix et la sécurité (PAN-JPS). Des compétences essentielles telles que le plaidoyer, la prévention de la violence électorale, le leadership transformationnel et la bonne gouvernance permettent de garantir qu'un nombre important de jeunes apportent une contribution significative aux infrastructures nationales de paix. En conséquence, les points focaux des programmes JPS et Youth4Peace de WANEP ont lancé 60 initiatives en faveur de la paix et de la sécurité menées par des jeunes dans toute la région.

Parmi ces actions, notons les suivantes :

- Entre septembre et décembre 2025, Youth4Peace Sénégal a organisé cinq consultations régionales sur la JPS auxquelles ont participé 150 jeunes afin de contribuer à l'élaboration du PAN sur la JPS.
- Au Togo, Youth4Peace a organisé un YouthTalk le 26 septembre 2025 avec 20 jeunes pour célébrer le 10e anniversaire de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies, et a animé une session de sensibilisation aux dangers de la toxicomanie à Kara, le 10 décembre 2025, pour 190 étudiants.
- Youth4Peace Bénin a lancé une campagne numérique contre la violence en prévision des élections de 2025, présentant quatre vidéos éducatives sur la promotion de l'engagement civique pacifique.
- En Côte d'Ivoire, Youth4Peace a tenu des ateliers sur la non-violence, la tolérance électorale et les droits de l'enfant à l'intention de plus de 1 500 scouts lors du 6e camp de scout catholique de Jambognan, le 18 août 2025, à Yamoussoukro, sous le thème « Ensemble, construisons une nation de paix et de justice ».

Dans toute l'Afrique de l'Ouest et au Sahel, WANEP a apporté un soutien technique continu aux États membres afin de faire progresser l'élaboration et la transposition dans leur législation nationale des plans d'action nationaux sur la jeunesse, la paix et la sécurité (résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies). Sept pays, à savoir le Bénin, le Ghana, le Sénégal, la Sierra Leone, le Mali, le Niger et le Togo, ont bénéficié d'une assistance technique pour l'élaboration de leurs plans d'action nationaux JPS, tandis que la Gambie et le Libéria ont reçu un soutien pour l'adaptation de leurs cadres JPS au contexte national. À la suite de ces initiatives, la Gambie et le Libéria ont finalisé et ont officiellement lancé leur plan d'action national, marquant une avancée majeure vers l'institutionnalisation de l'inclusion des jeunes dans les structures nationales de paix et de sécurité.



WANEP a fourni un appui technique pour l'élaboration du Plan d'action national YPS de la Gambie.

WANEP a également participé en tant que membre technique à huit groupes de travail nationaux sur les jeunes en situation de conflit en Gambie, au Libéria, au Bénin, au Ghana, au Sénégal, au Niger, au Mali et en Sierra Leone, apportant son assistance technique pour la cartographie des parties prenantes, le renforcement des capacités sur la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies, la tenue de consultations inclusives et la conception du processus des plans d'action nationaux pour la jeunesse, la paix et la sécurité (PAN--JPS) Sa collaboration avec l'Autorité nationale de la jeunesse et d'autres institutions clés au Ghana a contribué à l'élaboration d'un plan d'action national pour la jeunesse. Collectivement, ces interventions ont renforcé la crédibilité, l'inclusivité et la pertinence politique des cadres pour la jeunesse, la paix et la sécurité dans la région.



WANEP soutient l'élaboration du Plan d'action national du Sénégal sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité.

### 3.6. Programme d'autonomisation transformationnelle et de mentorat des jeunes de WANEP (Y-TEaM)

Le programme YTEaM a produit des résultats tangibles grâce à sa promotion 2025, contribuant ainsi à la formation d'une nouvelle génération d'artisans de la paix à travers l'Afrique de l'Ouest. Au cours d'un cycle de mentorat de huit mois, 27 jeunes leaders, dont 14 hommes et 13 femmes issus de 15 pays d'Afrique de l'Ouest, ont été formés et encadrés par 23 experts thématiques de WANEP, de l'Union africaine et de la CEDEAO. Le programme a allié une formation technique à un accompagnement individuel continu, afin de consolider les compétences en leadership, en prévention des conflits et en engagement politique.

Certains bénéficiaires du programme ont lancé des actions d'édification de la paix au niveau communautaire. Un stagiaire originaire du Nigeria a pris l'initiative de créer un club pour la paix au sein de son université, la Lead City University, située à Ibadan, dans l'État d'Oyo, afin de promouvoir le dialogue, l'engagement non violent et la cohésion sociale parmi les étudiants. Un autre bénéficiaire du programme originaire de Guinée-Bissau a représenté WANEP lors de la Conférence continentale marquant le 10e anniversaire de la résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations unies et du Cadre continental africain sur la jeunesse, la paix et la sécurité, qui s'est tenu à Nairobi en décembre 2025. Par ailleurs, un bénéficiaire du programme Y-TEaM originaire de la Gambie a obtenu une bourse de 5 000 dollars américains dans le cadre du « Youth Innovation Challenge » organisé par le PNUD en Gambie, transformant ainsi le soutien apporté par le mentorat en un impact socio-économique concret. L'initiative retenue, intitulée « Initiative pour la fabrication et la distribution de serres », vise à promouvoir une agriculture résiliente face au changement climatique grâce à des solutions de serres adaptées aux conditions locales. Elle cherche également à remédier à la dépendance saisonnière, aux pertes de récoltes liées au climat pendant les saisons des pluies abondantes, ainsi qu'à l'accès limité des femmes et des jeunes aux technologies agricoles modernes.



(G-D) Les bénéficiaires du programme YTEaM le premier jour de stage dans les bureaux nationaux de WANEP au Togo et au Niger.

3

« Y-TEaM a été une expérience vraiment transformatrice pour moi. Le programme est allé au-delà de la théorie, reliant directement l'apprentissage aux vrais défis politiques et sociaux auxquels sont confrontés des pays comme le mien, la Guinée-Bissau. Il m'a permis de comprendre le fonctionnement des organisations d'édification de la paix en pratique et la manière dont l'engagement des jeunes, les partenariats et le leadership éthique contribuent à une paix durable. J'ai constaté que la paix durable en Afrique de l'Ouest et au Sahel passe par une implication significative des jeunes, une prévention des conflits au niveau communautaire, des systèmes d'alerte précoce efficaces et une coopération régionale — les jeunes devant être reconnus comme des acteurs stratégiques de la paix ».



**Braima Camará,**  
bénéficiaire de Y-TEaM  
(promotion 2025),  
Guinée-Bissau

«Y-TEaMm'a appris le vrai sens de la résilience, de l'unité, de l'empathie, de la responsabilité sociale et du professionnalisme. Pour moi, ce programme représente à la fois un parcours et une réussite, qui permet d'orienter les jeunes artisans de la paix et de futurs dirigeants. « Ce programme a également nourri ma vision d'un Cap-Vert qui reconnaît le potentiel de sa jeunesse — unie, proactive et résiliente — et d'une Afrique qui ne ménage aucun effort pour instaurer une paix durable. »



**Isa Gomes Monteiro,**  
Bénéficiaire de Y-TEaM  
(promotion 2025), Cabo  
Verde

## DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 4 : ACCROISSEMENT DE LA RÉSILIENCE ET DES CAPACITÉS COMMUNAUTAIRES POUR UNE PERFORMANCE OPTIMALE



**L**e renforcement de la résilience des communautés et des capacités institutionnelles reste au cœur de l'approche de la sécurité humaine de WANEP en Afrique de l'Ouest. En renforçant la capacité des institutions locales et des structures communautaires à s'acquitter efficacement de leurs missions, WANEP favorise une gouvernance inclusive et participative tout en encourageant un dialogue constructif entre les communautés et l'État. Cette double approche affermit l'appropriation locale des processus de paix et de sécurité et consolide les fondements d'une stabilité durable..

### 4.1 Renforcement de la coordination entre les communautés et l'État et des structures de sécurité locales

Au Nigeria, WANEP a contribué à la mise en place des réponses coordonnées et ancrées dans les communautés face à l'extrémisme violent grâce à son rôle de premier plan au sein du Partenariat contre l'extrémisme violent (PAVE). Par son travail soutenu de plaidoyer et d'engagement, WANEP a joué un rôle catalyseur dans la création du comité directeur du PAVE dans l'État de Lagos, une instance qui fournit désormais une plate-forme structurée pour la coordination, le plaidoyer et

l'engagement de la société civile dans les processus nationaux. WANEP joue au sein de ce comité un rôle de premier plan qui soutient les actions de prévention durables et menées à l'échelle locale, tout en renforçant les liens entre les initiatives au niveau des États et les cadres nationaux.

Au Mali, WANEP a renforcé la gouvernance inclusive de la sécurité en améliorant le fonctionnement et la collaboration des comités consultatifs de sécurité communaux et régionaux dans les régions prioritaires, notamment à Mopti, Gao, Tombouctou, Ségou et Koulikoro, en partenariat avec le Commissariat à la réforme du secteur de la sécurité et la Mission de l'Union européenne pour le renforcement des capacités au Mali (EUCAP Sahel Mali). Ces régions ont été sélectionnées parce qu'elles sont confrontées à une insécurité accrue et à des tensions intercommunautaires, ce qui rend particulièrement essentiel l'inclusion des femmes et des jeunes dans la prise de décision en matière de sécurité. Les acteurs locaux ont été équipés d'outils pratiques pour évaluer les contextes de sécurité, élaborer des plans d'action et plaider en faveur d'une participation significative des femmes et des jeunes. Ces interventions

ont renforcé la collaboration entre les initiatives citoyennes et les réponses institutionnelles, en veillant à ce que les perspectives communautaires des zones les plus touchées éclairent directement les stratégies locales de gouvernance de la sécurité.

#### 4.2 Prévention des conflits, dialogue et cohésion sociale au niveau communautaire

En réponse au violent conflit foncier qui a éclaté à Gbenyiri, dans la région de la Savane, le gouvernement ghanéen, par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur, a désigné WANEP pour siéger au sein d'un comité de médiation composé de sept membres, chargé de faciliter le dialogue, de promouvoir la réconciliation et de soutenir le retour des personnes déplacées à la suite de l'escalade du conflit foncier survenue le 23 août 2025 dans le district de Sawla-Tuna-Kalba. La reconnaissance et la nomination de WANEP comme membre du comité de médiation, le 8 septembre 2025, confirment une nouvelle fois le rôle central que joue WANEP dans les efforts nationaux en faveur de la paix.



*Quelques membres du comité*

Dans le cadre du projet « Paix durable et émancipatrice » financé par la DANIDA par l'intermédiaire d'Oxfam Ghana avec le soutien technique de WANEP, 45 acteurs au total, dont 15 associations d'éleveurs et d'agriculteurs, ont renforcé leur réponse sensible aux conflits et axée sur la communauté face aux conflits liés au changement climatique dans le nord du Ghana. L'accent a été mis en priorité sur les districts instables de West Gonja, Zabzugu et Tatalé.

Au Togo, WANEP a organisé neuf dialogues communautaires dans les régions des Savanes et du Littoral, auxquels ont pris part 440 personnes, y compris des femmes, des jeunes, des responsables communautaires et des représentants des autorités locales. Ces discussions ont encouragé les participants à ne pas recourir à la violence pendant les périodes électorales et ont abordé la question de la violence basée sur le genre, tout en sensibilisant le public aux mécanismes de protection et de dénonciation. Ces espaces sûrs ont donné l'occasion aux femmes de s'exprimer contre la violence, ont renforcé l'engagement des jeunes en faveur de la consolidation de la paix et ont consolidé la cohésion sociale en tant que responsabilité communautaire partagée.

En Côte d'Ivoire, dans le cadre du projet « Seeds of Peace », WANEP s'est attaqué aux conséquences persistantes de la crise postélectorale de 2011 à Yopougon et Abobo, deux communes densément peuplées d'Abidjan qui figurent parmi les zones les plus touchées par les violences. L'initiative a eu recours à la réinsertion de la victime, la réparation symbolique, le soutien psychosocial et le dialogue socioculturel pour promouvoir le rétablissement, la réconciliation et la mémoire collective. Au total, 283 victimes ont bénéficié d'un accompagnement psychosocial, médical et économique intégré, comprenant notamment 200 séances de thérapie communautaire et des activités génératrices de revenus, qui ont contribué à améliorer la situation économique des participants dans 88 % des cas. Deux gestes symboliques et l'inauguration de deux lieux de mémoire ont permis de rétablir la dignité des victimes, de renforcer la confiance et de consolider la cohésion sociale.

Un atelier d'examen conjoint a consolidé les leçons apprises et amélioré la durabilité des résultats de l'édification de la paix au niveau communautaire.



Cérémonie de lancement du projet « Graines pour la paix » en Côte d'Ivoire.

### 4.3 Résilience transfrontalière, savoirs locaux et apprentissage institutionnel

Le long de la frontière entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, WANEP a mis à profit son expertise institutionnelle en matière d'édification de la paix et de prévention des conflits pour lutter contre le vol de bétail transfrontalier grâce à des interventions menées par les communautés. Fort de son expérience en matière d'alerte précoce et de gouvernance inclusive de la sécurité, WANEP a réalisé une enquête de terrain révélant que les femmes et les jeunes figuraient parmi les principales victimes du vol de bétail. Ces résultats ont servi de base à la mise en œuvre de mesures ciblées d'autonomisation économique et de prévention des conflits. Des comités de gestion dirigés par des femmes et des jeunes ont été mis en place dans six régions frontalières ; ils travaillent en étroite collaboration avec les autorités locales afin de renforcer la responsabilité et l'ancrage institutionnel. Avec le soutien du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Souveraineté alimentaire du Sénégal, WANEP a facilité le lancement des campagnes d'alerte précoce contre le vol de bétail à Saré-Sissao (Kolda), Sathioum (Sédhiou) et Adeane (Ziguinchor). La fourniture de marques auriculaires, de matériel et de formations a favorisé davantage l'identification, la traçabilité et la récupération du bétail, tandis que la formation de 15 observateurs communautaires a contribué à améliorer la communication des informations et la coordination transfrontalière.

# 5

## DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 5 : UTILISATION LA CAPACITÉ DE RECHERCHE POUR SOUTENIR LA PROMOTION DES POLITIQUES ET LA MISE À PROFIT DES PARTENARIATS



**W**ANEP met à profit ses capacités de recherche pour orienter le renforcement des compétences fondé sur des données probantes, soutenir le plaidoyer politique et consolider les partenariats à travers l'Afrique de l'Ouest. Grâce à des résultats de recherche de haute qualité et à des initiatives collaboratives, le réseau génère des informations essentielles sur les dynamiques complexes de paix et de sécurité, offrant aux décideurs des options pratiques pour prévenir, atténuer et répondre aux menaces émergentes. Cette approche améliore la visibilité institutionnelle de WANEP et renforce son rôle de partenaire de confiance dans la gouvernance régionale de la paix et de la sécurité.

### 5.1 Influence politique fondée sur des données probantes et dialogue stratégique

En 2025, WANEP a renforcé son action de plaidoyer politique fondée sur des données probantes en traduisant des recherches rigoureuses et des analyses d'alerte précoce en recommandations concrètes à l'intention des décideurs aux niveaux continental, régional et national. Grâce à des dialogues politiques de haut niveau, des publications ciblées et des partenariats stratégiques, WANEP a veillé à ce que les perspectives des

citoyens, l'analyse des conflits et la recherche sur la gouvernance éclairent directement les processus politiques et la conception des programmes.

Dans le cadre de cette stratégie, WANEP a organisé à Accra, en partenariat avec le Conseil de recherche en sciences sociales et le Réseau de recherche sur les conflits en Afrique de l'Ouest, un dialogue politique régional de haut niveau consacré à l'évolution du paysage géopolitique de l'Afrique de l'Ouest et à l'avenir de la CEDEAO. Grâce aux travaux de recherche

analytique et d'alerte précoce menés par WANEP, ce dialogue a abouti à un communiqué politique conjoint énonçant des recommandations axées sur les réformes en matière de gouvernance régionale et de prévention des conflits. Le communiqué a été officiellement transmis à la CEDEAO afin d'éclairer les discussions sur les réformes du Sommet de l'avenir, renforçant ainsi le rôle de WANEP en tant que source régionale fiable de connaissances.



Photo de groupe des participants au dialogue politique à Accra, au Ghana

Dans le cadre du projet E-MAM, WANEP a mené un sondage d'opinion sur la gouvernance démocratique et les élections, avant les élections d'octobre 2025 en Côte d'Ivoire. Ce sondage a servi de base à la mise en œuvre opérationnelle et a orienté le déploiement stratégique des observateurs électoraux à l'échelle nationale. De plus, il a facilité les interventions du Groupe national d'intervention électorale, renforçant ainsi la réactivité, la prévention de la violence et la gestion efficace des élections.

WANEP a également mené une étude dans huit pays dans le cadre de l'initiative de recherche intitulée « Transitions politiques inclusives et organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest », couvrant le Burkina Faso, le Cap-Vert, le Ghana, la Guinée, le Mali, le Niger, le Togo et le Sénégal. Les conclusions de cette étude orientent les interventions, les actions de reconnaissance et les stratégies adaptables de WANEP afin de consolider l'engagement de la société civile dans les processus de transition inclusifs,

ainsi que le dialogue politique régional et national sur la gouvernance démocratique et les transitions politiques pacifiques à travers l'Afrique de l'Ouest.

### 5.1.2. La réunion annuelle 2025 du MSN

En octobre 2025, le WANEP a participé à la réunion annuelle du Réseau de soutien à la médiation (MSN), organisée à Bâle, en Suisse. Cette participation a redynamisé son engagement au sein d'une plateforme mondiale de référence, regroupant des organisations non gouvernementales dédiées à la promotion des normes et pratiques de médiation, ainsi qu'au soutien des processus de paix à l'échelle internationale. Depuis son adhésion au Réseau, WANEP a apporté au débat mondial sur la médiation des perspectives régionales issues de l'Afrique de l'Ouest, en partageant les enseignements tirés de son expérience en matière de médiation communautaire, d'alerte précoce et de diplomatie préventive. En 2025, l'attention s'est portée sur la médiation à différents niveaux dans les contextes de conflit complexes actuels.

Les discussions ont abordé les cadres conceptuels et leurs applications pratiques, illustrées par des études de cas portant sur la Colombie, la Libye et le Soudan. Compte tenu de l'expérience et de l'expertise institutionnelles de WANEP en matière de médiation et de dialogue en Afrique de l'Ouest, sa participation à ce forum a souligné son engagement constant en faveur du renforcement d'approches de médiation inclusives, adaptées au contexte et flexibles, tant au niveau régional qu'au niveau mondial.



*Participants à la réunion annuelle 2025 du Mediation Support Network à Bâle, Suisse.*

In 2025, the focus was on multi-level mediation in today's complex conflict environments, with discussions exploring conceptual frameworks and practical applications through case studies from Colombia, Libya and Sudan. Given WANEP's institutional experience and expertise to mediation and dialogue in West Africa, its participation at the forum underscored its sustained commitment to strengthening inclusive, context-sensitive and adaptive mediation approaches at regional and global levels.

### 5.1.3. Dialogue 2025 entre les organisations de la société civile et l'ONU sur l'édification de la paix

En tant que membre du Groupe restreint de dialogue entre les organisations de la société civile et l'ONU (OSC-ONU) sur l'édification de la paix, la participation de WANEP au 3<sup>e</sup> Forum annuel, qui s'est tenu en décembre 2025 à Genève, a joué un rôle essentiel dans l'élaboration des stratégies des OSC dans le domaine du financement de l'édification de la paix, d'appropriation locale et de coordination. WANEP a soutenu ce processus en assurant la coordination des consultations régionales préparatoires, notamment une enquête, un dialogue en ligne et une consultation régionale africaine organisée dans le cadre de Peace

Connect en octobre 2025, veillant ainsi à ce que les perspectives de la société civile africaine soient prises en compte dans les discussions mondiales.



*WANEP au 3<sup>e</sup> Dialogue annuel OSC-ONU sur la consolidation de la paix, à Genève, Suisse.*

### 5.1.4 Le Forum sur la gouvernance au Sahel

Dans le cadre de sa contribution au dialogue régional sur la gouvernance, la paix et la sécurité dans des contextes fragiles, WANEP a apporté son expertise au Forum sur la gouvernance au Sahel qui s'est tenu à Banjul, en Gambie, les 30 et 31 juillet 2025. Dans le cadre de cette plateforme, WANEP a animé une table ronde de haut niveau sur le thème « Sociétés cohésives pour la stabilité au Sahel – Construire une sécurité et une paix durables au Sahel ». Les

discussions ont porté sur les conditions de paix et de sécurité dans la région ainsi que sur leurs implications pour la polarisation et la cohésion sociale, et ont mis en évidence les limites des réponses axées principalement sur la sécurité. S'appuyant sur des analyses régionales et des expériences de terrain, ce dialogue a souligné l'importance de mettre en place des approches inclusives et pilotées par les communautés, qui permettent de rétablir la confiance entre les gouvernements et les citoyens, de tirer parti des cultures et des identités locales, et de soutenir les communautés et les institutions locales en tant que piliers de la résilience et de la paix durable.

### 5.1.5. Dialogue de paix de Berlin 2025

WANEP a apporté son expertise pratique et de terrain à l'atelier intitulé « Désinformation, espace civique et paix – Réponses issues de la politique et de la pratique », qui s'est tenu le 9 octobre 2025 dans le cadre du Dialogue de Berlin pour la paix. Fort de son expérience dans les contextes fragiles et en proie à des conflits à travers l'Afrique de l'Ouest, WANEP a examiné les conséquences de la désinformation et son impact sur l'espace civique, les conflits sociaux et les défis liés à l'édification de la paix. Cette contribution a renforcé le dialogue entre les responsables politiques et les praticiens en apportant des informations contextuelles sur la désinformation et en favorisant des échanges éclairés entre les décideurs politiques et les praticiens sur l'intégration de l'analyse des risques numériques dans les stratégies de prévention des conflits et d'édification de la paix.

## 5.2 Analyse et informations pour les processus politiques régionaux et continentaux

Le WANEP a réalisé une analyse approfondie de la paix et a coordonné la rédaction de documents de travail sur la sécurité électorale, la prévention de l'extrémisme violent et les nouveaux risques numériques. Grâce à ces publications, le WANEP a stimulé des dialogues politiques, comme en témoigne le débat sur la sécurité électorale et les risques frontaliers lors des élections générales de 2024 au Ghana. Ces échanges ont permis de tirer des enseignements concrets pour améliorer la préparation, renforcer la coordination interinstitutionnelle et affiner la planification future de la sécurité électorale. WANEP a aussi finalisé les documents d'analyse et de réflexion sur la paix ainsi que les documents de travail dans le cadre de son projet REcAP, en vue de leur publication au début de 2026. Les domaines thématiques prioritaires sont notamment le rôle des responsables religieux dans la prévention de l'extrémisme violent, la participation de la société civile à l'élaboration des politiques de

sécurité nationale, la mise en œuvre de la Convention de l'Union africaine sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, la lutte contre l'exploitation minière illégale et les défis liés à la réforme constitutionnelle. Ces analyses enrichissent le débat sur les politiques régionales, orientent la conception des programmes et renforcent la prise de décision des gouvernements, de la société civile et des partenaires au développement à travers l'Afrique de l'Ouest.

### Les perspectives et analyses sur la paix » publiées par WANEP en 2025

Maintenir la sécurité des frontières dans le contexte des élections : le cas des élections générales de 2024 au Ghana	<a href="https://wanep.org/wanep/maintaining-border-security-in-the-context-of-election-the-case-of-ghanas-general-elections/">https://wanep.org/wanep/maintaining-border-security-in-the-context-of-election-the-case-of-ghanas-general-elections/</a>
Élargir l'accès à l'Internet : la connectivité et la propagande extrémiste au Ghana	<a href="https://wanep.org/wanep/expanding-internet-access-ghanas-connectivity-and-extremist-propaganda/">https://wanep.org/wanep/expanding-internet-access-ghanas-connectivity-and-extremist-propaganda/</a>
Les gardiens des frontières : la prévention de l'extrémisme violent au niveau local grâce à des groupes de surveillance communautaire dans le nord du Ghana	<a href="https://wanep.org/wanep/guardians-at-the-borders-localising-violent-extremism-prevention-through-community-watchdog-groups-in-northern-ghana/">https://wanep.org/wanep/guardians-at-the-borders-localising-violent-extremism-prevention-through-community-watchdog-groups-in-northern-ghana/</a>

WANEP a contribué à la publication intitulée « Rapport sur les différends frontaliers et territoriaux en Afrique de l'Ouest », soutenue par la GIZ, en fournissant une analyse concrète de onze différends frontaliers. Ces contributions ont éclairé les délibérations du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et ont soutenu les travaux du Programme des frontières de l'Union africaine en matière de médiation, de délimitation et de coopération transfrontalière. Par ailleurs, WANEP a joué un rôle clé dans l'élaboration du rapport sous-régional du PNUD intitulé « Coup de projecteur sur la dynamique de l'extrémisme violent au Sahel et dans le golfe de Guinée ». L'analyse de l'expansion vers le sud de l'extrémisme violent et de ses implications

pour les États côtiers a permis à WANEP de renforcer les programmes du PNUD, d'améliorer la coordination des efforts d'alerte précoce et d'éclairer l'élaboration de stratégies de prévention adaptées au contexte dans toute la région.

Au niveau continental, WANEP a influencé le débat sur la gouvernance au Sahel grâce à sa contribution au rapport phare du PNUD intitulé « *L'avenir de la gouvernance au Sahel : (re)construire la cohésion sociale et la confiance du public* ». WANEP a rédigé l'article intitulé « *Revoir le passé pour bien préparer l'avenir de la gouvernance* ». Ses contributions ont éclairé les délibérations du Forum sur la gouvernance au Sahel, qui s'est tenu à Banjul, et continuent d'influencer les débats politiques et la conception des programmes, favorisant ainsi une transition des approches axées sur la sécurité vers des solutions centrées sur la gouvernance fondée sur l'inclusion, la responsabilité et des contrats sociaux renouvelés.

WANEP a corédigé un chapitre intitulé « *Les sociétés militaires privées et leurs implications pour les forces armées : le cas du Mali* », dans l'ouvrage de Routledge intitulé « *L'évolution des armées africaines : des forces indigènes et coloniales aux forces militaires modernes* ». Ce chapitre présente un aperçu critique du rôle des acteurs militaires privés, contribuant ainsi aux débats politiques et favorisant une prise de décision fondée sur des données fiables concernant la réforme du secteur de la sécurité et l'efficacité militaire au Mali et dans l'ensemble de la région. S'appuyant sur ses travaux d'analyse en général, WANEP a également publié le rapport intitulé « *Repenser l'Initiative d'Accra : enseignements et pistes de réflexion pour les considérations de politiques* », qui tire les enseignements des activités menées dans le cadre de l'Initiative entre 2017 et 2024 ainsi que de l'évolution de la dynamique VET dans les États côtiers, et propose des pistes d'action concrètes et intégrées dans le but d'approfondir la coopération régionale en matière de sécurité et à rétablir la confiance.

### 5.3 Valorisation de la recherche, partenariats et passage de la théorie à la pratique dans le cadre du projet REcAP

Au titre du projet REcAP, WANEP a mené des études de recherche à vocation politique sur les facteurs à l'origine des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le Bassin du Lac Tchad. En 2025, il s'agissait notamment d'une importante étude sur les madrasas locales, les fondations du Moyen-Orient et le salafisme en tant que vecteurs

de radicalisation dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest, ainsi que de cinq documents de travail et de dix notes d'orientation qui ont consolidé la base analytique du projet. Grâce à des analyses de situation, à des dialogues communautaires et à des initiatives de renforcement des capacités, ces résultats ont permis d'approfondir comprendre les dynamiques de conflit propres à chaque contexte et ont contribué à la mise en place des stratégies de prévention et d'intervention plus efficaces. Des séances d'information et de concertation ont été organisées au niveau national afin de traduire les résultats en actions politiques, ce qui a soudé les liens entre les chercheurs, la société civile et les décideurs politiques, et favorisé ainsi l'ouverture à des approches fondées sur des données avérées.



Le projet REcAP renforce la société civile et la consolidation de la paix au Nigeria (26 août 2025).

Dans le cadre du projet, trois « rencontres » en ligne et une conférence régionale à Dakar ont été organisées. Ces événements ont favorisé les échanges entre pairs, stimulé une réflexion novatrice, exploré l'usage de l'intelligence artificielle dans l'édification de la paix, ouvert un dialogue politique, tout en permettant de nouer des partenariats durables et d'intensifier la collaboration au sein du réseau.

Au-delà du projet REcAP, l'institution a contribué à l'évaluation de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité du Mali et de son plan d'action 2022-2024. En intégrant les perspectives de la société civile et des communautés, WANEP a rehaussé la pertinence et la crédibilité de l'évaluation et a formulé des recommandations ciblées destinées à éclairer le prochain cycle de réforme.



The poster features the REcAP Network logo (Research & Action for Peace) with a map of Africa, the European Union flag, and the text 'Funded by the European Union'. The main title is 'REcAP MEET UP'. The topic is 'Shifts in European and American funding priorities: Consequences for Mali and the Lake Chad basin'. It lists four speakers with their photos and affiliations: Haidara Boubacar (Bonn International Centre for Conflict Studies), Onuoha Chukwudi Freedom (University of Nigeria, Folke Bernadotte Academy), Okoli AI Chukwuma (Federal University of Lafia), and Owonikoko Babajide Saheed (Modibbo Adama University). The event is on 2 December 2025, from 10:00-11:30 (GMT) / 11:00-12:30 (CET), online.

**REcAP NETWORK**  
RESEARCH & ACTION FOR PEACE

**Funded by the European Union**

# REcAP MEET UP

**Shifts in European and American funding priorities:  
Consequences for Mali and the Lake Chad basin**

**Haidara Boubacar**  
Bonn International Centre for Conflict Studies (BICC); 'Les Afrique dans le Monde' (LAM), Sciences-Po Bordeaux

**Onuoha Chukwudi Freedom**  
University of Nigeria, Nsukka; Folke Bernadotte Academy (FBA) International Working Group on Africa

**Okoli AI Chukwuma**  
Federal University of Lafia, Nigeria; Conflict Research Network—West Africa

**Owonikoko Babajide Saheed**  
Modibbo Adama University, Nigeria; Society for Peace Studies and Practice; Conflict Research Network West Africa

**Date: 2 December 2025**  
**Time: 10:00 - 11:30 (GMT)/11:00 - 12:30 (CET)**

Online

Affiche numérique annonçant une prochaine rencontre (Meet-Up) REcAP

# 6

## DOMAINE DE RÉSULTAT CLÉ 6 : RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE ET FINANCIÈRE DE WANEP À REMPLIR SON MANDAT



**W**ANEP a poursuivi ses efforts pour accroître l'efficacité opérationnelle de ses bureaux régionaux et de liaison, de ses réseaux nationaux et de ses organisations membres. En renforçant leurs capacités tant institutionnelles que financières, le Réseau a offert la possibilité à ces entités d'accomplir de manière plus efficace leurs missions d'édification de la paix dans toute l'Afrique de l'Ouest. Cette approche a apporté une réponse coordonnée, durable et solide aux défis en constante évolution en matière de paix et de sécurité dans la région.

### 6.1 Renforcement de la gouvernance, du leadership stratégique et de la planification

En tant qu'organe décisionnel suprême de WANEP, l'Assemblée générale (AG) se réunit tous les deux ans afin de définir les orientations stratégiques, d'améliorer la gouvernance et de définir les priorités institutionnelles et programmatiques. Dans ce contexte, WANEP a réaffirmé son engagement en faveur de la gouvernance stratégique et du leadership lors de sa 18<sup>e</sup> Assemblée générale régionale, qui s'est tenue les 26 et 27 mars 2025 à Accra, au Ghana, sur le thème « L'évolution des dynamiques du multilatéralisme et du régionalisme : le rôle et les perspectives des organisations de la société civile ».

Conformément à la structure de gouvernance de WANEP, la réunion a rassemblé les 15 réseaux nationaux, le Secrétariat régional et le Conseil régional, ainsi que des représentants des bureaux de liaison de l'UA et de la CEDEAO et des principaux partenaires au développement. Les discussions ont porté sur les nouveaux défis de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest et sur leurs implications pour l'engagement de la société civile. Elles ont contribué à affiner la position stratégique de WANEP et à orienter les réponses de l'organisation dans le cadre de son Plan stratégique 2021-2025. L'Assemblée a également été enrichie par le discours liminaire du Dr Philip Attuquayefio, Chercheur principal au Centre pour les affaires internationales et la diplomatie de Legon (LECIAD), qui a servi de point d'ancrage aux réflexions sur les tendances régionales et mondiales qui influencent la paix et la gouvernance.

Le WANEP a également lancé l'élaboration de son nouveau plan stratégique quinquennal pour la période 2026-2030, en anticipation de l'échéance de son plan actuel (2021-2025) prévue en décembre 2025. Un consultant externe a été engagé pour faciliter l'élaboration du nouveau plan. Pour évaluer le plan stratégique actuel, un consultant externe, Conflict Management Consulting, a été retenu. Les conclusions et recommandations issues de cette évaluation serviront de base à la finalisation et à l'orientation opérationnelle du programme WANEP pendant les cinq prochaines années.

À l'échelle du réseau, WANEP a favorisé la consolidation des structures nationales à travers l'organisation de réunions statutaires, la mise à jour des cadres de gouvernance et la mobilisation de diverses parties prenantes. Ces processus reflètent l'expertise institutionnelle de WANEP dans la mise en place de systèmes responsables et participatifs et ont permis d'assurer que les plateformes nationales restent en phase avec les priorités régionales. Les recommandations stratégiques formulées par les membres et les partenaires ont été intégrées dans une planification organisationnelle prospective, permettant de définir les priorités futures du réseau et de renforcer son impact collectif.

## 6.2 Performance institutionnelle, responsabilité et apprentissage organisationnel

WANEP a renforcé la responsabilité et la gestion de la performance en achevant l'évaluation de l'indice de développement organisationnel (WODI) 2024. Réalisée avec la participation de 14 réseaux nationaux et coordonnée par le Comité régional WODI, cette évaluation s'est achevée en février 2025, et ses résultats ont été officiellement présentés lors de l'Assemblée générale. L'indice global de WANEP s'est établi à 79,18 %, ce qui témoigne d'une capacité institutionnelle soutenue relevant de la catégorie de performance « Bonne ». Les réseaux les plus performants ont été récompensés, favorisant ainsi une culture d'excellence, d'apprentissage entre pairs et d'amélioration continue au sein du réseau.

## 6.3 Renforcement des capacités du personnel, des systèmes et des plaidoyers

WANEP a continué d'investir dans le renforcement des capacités de son personnel, la consolidation de ses systèmes et ses actions de plaidoyer à travers ses réseaux nationaux. En Guinée, WANEP a soutenu la mise au point d'un système renforcé de suivi, d'évaluation, de responsabilité et d'apprentissage (MEAL) dans le cadre d'un atelier SMILER de cinq jours organisé en partenariat avec Catholic Relief Services. Ce processus a abouti à la mise à jour des cadres de résultats et des outils de mise en œuvre, ainsi qu'à l'élaboration d'un projet de manuel opérationnel MEAL, renforçant à la fois la qualité des projets et la responsabilité institutionnelle.

Les efforts de renforcement des capacités ont également ciblé les compétences en matière de plaidoyer et de communication. Au Bénin, WANEP a organisé une formation spécialisée sur le plaidoyer à l'aide de l'intelligence artificielle, afin de mieux faire prendre conscience des implications éthiques et démocratiques des nouvelles technologies.

Les systèmes institutionnels ont été consolidés grâce à la participation du WANEP à une formation de mise à niveau organisée par le PNUD en Gambie, portant sur le suivi-évaluation et sur l'approche harmonisée des transferts monétaires (HACT). En outre, l'élection de WANEP à la présidence de la Plateforme de dialogue de la société civile mise en place par la Commission nationale des droits de l'homme témoigne de son rôle de coordination et de plaidoyer de plus en plus important au sein de la société civile nationale.

## 6.4 Rapport de gestion 2025 – Gestion financière

Tout au long de l'année 2025, la division régionale de WANEP a continué de faire preuve d'une gestion financière rigoureuse, grâce à des systèmes et des processus qui garantissent le respect des normes comptables applicables et des exigences réglementaires. La direction a mis en œuvre avec succès les recommandations issues de l'audit de l'exercice précédent, améliorant ainsi les contrôles internes et de la production des rapports financiers fiables. Ces systèmes consolidés ont soutenu avec succès les audits des projets clés, notamment « Prévention de l'extrémisme violent (PEV) 2024 », le programme « Just Future » de la Facilité du PNUD pour l'Afrique en faveur de transitions inclusives (AFSIT) et le projet GIZ-UA. De plus, l'audit des états financiers annuels 2024 de WANEP s'est soldé par une opinion sans réserve, confirmant ainsi l'engagement de l'organisation envers la responsabilité, la transparence et une gestion financière prudente.

## BUREAUX NATIONAUX

COORDINATEURS

LIEU DU BUREAU/ ADRESSE DE CONTACT



**M. Landry Séna GANYE**  
(Coordinateur du réseau national)  
*lganye@wanep.org*

### WANEP - BÉNIN

Lot 327s, Sèmè Aitchédji, Abomey-Calavi, Atlantique, Bénin

<https://maps.app.goo.gl/VC5e6guN4RMGXQS99>

01 BP5997, Cotonou

Tel. & WhatsApp : +229 01 61 00 53 53

Facebook : Wanepbenin

E-mail : [wanep-benin@wanep.org](mailto:wanep-benin@wanep.org)

Site Web : [www.wanepbenin.org](http://www.wanepbenin.org)



**Mme Alice Midibahaye COMBARY SOULAMA**  
(Coordonnatrice du réseau national)  
*asoulama@wanep.org*

### WANEP - BURKINA FASO

Via Boulevard Mouammar Kadhafi et N6, quartier Ouaga 2000.

Rue André AUBARET

11 BP 389 Ouagadougou CMS 11

Tél : bureau +226 25 50 57 14 /// 70 41 89 61

E-mail : [wanep-burkinafaso@wanep.org](mailto:wanep-burkinafaso@wanep.org)

X : @Wanepbf1

Facebook : WANEP Burkina Faso

Site Web : [www.wanepburkinafaso.org](http://www.wanepburkinafaso.org)



**M. Jean-Marc HOVI**  
(Coordinateur du réseau national)  
*khovi@wanep.org*

### WANEP - CÔTE D'IVOIRE

Bingerville Akwe-Djemin, carrefour CEFAL  
09 BP 3320 Abidjan 09 ;

Tél : + 225 07 67 58 85 32

Cel : +225 05 56 94 02 97 /// 01 01 57 95 38

E-mail : [wanepcotedivoire@wanep.org](mailto:wanepcotedivoire@wanep.org)

Facebook : wanepcotedivoire

Site Web : [www.wanep.org](http://www.wanep.org)



**Mme Salama NJIE**  
(Coordinatrice du réseau national)  
*snjie@wanep.org*

### WANEP - GAMBIE

Au large de l'avenue Mama Yakume, Fajara

P. O. Box 2252, Serrekunda, Gambie

Tél : (bureau) +220 2777197

E-mail : [wanep-gambia@wanep.org](mailto:wanep-gambia@wanep.org)

Site Web : <http://www.wanepgambia.org> ;

[www.wanep.org](http://www.wanep.org)

## BUREAUX NATIONAUX

COORDINATEURS

LIEU DU BUREAU/ ADRESSE DE CONTACT



**M. Albert YELYANG**  
(Coordinateur du réseau national)  
[ayelyang@wanep.org](mailto:ayelyang@wanep.org)

**WANEP - GHANA**  
Bâtiment No. J. EXT 385, Jisonayili - Gurugu  
Jisonayili, Tamale, région du Nord, Ghana  
BP. TL963, Tamale, N/RTel  
(bureau) : +233 (0) 3720 98 747  
Portable : +233 (0) 2441 56 898, 0596911907  
E-mail : [wanep-ghana@wanep.org](mailto:wanep-ghana@wanep.org)  
Site web: [www.wanepghana.org/site](http://www.wanepghana.org/site) ; [www.wanep.org/wanep/networks-our\\_networks/ghana.html](http://www.wanep.org/wanep/networks-our_networks/ghana.html)



**Mme Koly Lucie HEBELAMOU**  
(Coordinatrice par intérim du réseau national)  
[lhebelamou@wanep.org](mailto:lhebelamou@wanep.org)

**WANEP - GUINÉE**  
Transversale N°2, Carrefour Impérial,  
Pharmacie Afia, Immeuble Béréte, Quartier Kipé,  
Commune de Ratoma.  
BP : 4331 Conakry, République de Guinée.  
Tél : (+224) 657 00 11 01  
Cel : (+224) 622 19 14 86.  
E-mail : [wanep-guinea@wanep.org](mailto:wanep-guinea@wanep.org)  
Site Web : [www.wanepguinea.org](http://www.wanepguinea.org); [www.wanep.org](http://www.wanep.org)



**Mme Denise Arcilia Cabral DOS SANTOS INDEQUE**  
(Coordonnatrice du réseau national)  
[ddossantos@wanep.org](mailto:ddossantos@wanep.org)

**WANEP - GUINÉE-BISSAU**  
Avenue Ermelinda Gomes / Pluba-Bissau  
Téléphone : (+245) 95601 95 06 / 96900 62 13 ;  
E-mail : [wanep-guineabissau@wanep.org](mailto:wanep-guineabissau@wanep.org)  
Site Web : [www.wanepguineabissau.org/site](http://www.wanepguineabissau.org/site) ;  
<http://www.wanep.org/www.wanep.org>



**M. Philip KOLLIE/  
M. James Benson**  
(Coordinateur du réseau national)

**WANEP - LIBERIA**  
Airfield New Road, Cheeseman Avenue  
Monrovia, Liberia  
Tél : +231 (0) 886516699 / (0) 886539101 / (0) 886579860  
E-mail : [wanep-liberia@wanep.org](mailto:wanep-liberia@wanep.org)  
[wanep-liberia@wanep.org](mailto:wanep-liberia@wanep.org); [info@wanepiberia.org](mailto:info@wanepiberia.org)  
Sites Web : [www.wanepiberia.org/site](http://www.wanepiberia.org/site); [www.wanep.org](http://www.wanep.org)

## BUREAUX NATIONAUX

COORDINATEURS

LIEU DU BUREAU/ ADRESSE DE CONTACT



**M. Mahamady TOGOLA**  
(Coordonnateur du réseau national)  
[mtogola@wanep.org](mailto:mtogola@wanep.org)

### WANEP - MALI

Badalabougou près de l'EDM SA, Agence Bamako,  
Tél. : + 223- 20 23 30 86  
Cel. : +223 – 71373704-69 83 96 91  
E-mail : [wanep-mali@wanep.org](mailto:wanep-mali@wanep.org)  
Site Web : [www.wanepmali.org](http://www.wanepmali.org) ;  
[www.wanep.org](http://www.wanep.org)



**M. Clément Kocou GBEDEY**  
(Coordinateur du réseau national)  
[cgbedey@wanep.org](mailto:cgbedey@wanep.org)

### WANEP - NIGER

Avenue Imam Malick, Niamey, République du Niger  
Rue PO 37 Quartier Poudrière-CN3  
BP 12434-Niamey.  
Tél : +227 90 62 63 42 /// 96 97 27 53/// 20 74 17 96  
E-mail : [wanep-niger@wanep.org](mailto:wanep-niger@wanep.org)  
Site web : [www.wanepniger.org](http://www.wanepniger.org) ;  
[www.wanep.org](http://www.wanep.org)



**Dr Bridget OSAKWE**  
(Coordinatrice du  
réseau national)  
[bosakwe@wanep.org](mailto:bosakwe@wanep.org)

### WANEP - NIGERIA

Bureau national :27 Adeniji Street off Wemco Road, Ogba, Ikeja, Lagos, Nigeria  
Tél : +234 7041895020  
Maison 6, A Close, Eagleville Estate, Mabushi, Abuja, Nigeria  
Tél : +234 9043056676  
E-mail : [wanep-nigeria@wanep.org](mailto:wanep-nigeria@wanep.org)  
X : @WANEPnigeria • Facebook : WANEPnigeria  
Instagram : WANEP-NIGERIA27  
sites Web : [www.wanepnigeria.org](http://www.wanepnigeria.org); [www.wanep.org](http://www.wanep.org)



**M. Alfred GOMIS**  
(Coordinateur du réseau national)  
[agomis@wanep.org](mailto:agomis@wanep.org)

### WANEP - SÉNÉGAL

Yoff APECSY N° 48, Stade Municipal De Yoff, à côté de la  
porte principale du stade municipal de Yoff.  
Tél : +221 33 855 02 16 // 77 551 14 20  
E-mail : [wanep-senegal@wanep.org](mailto:wanep-senegal@wanep.org)  
Sites Web : [www.wanepsenegal.org](http://www.wanepsenegal.org) ;  
[www.wanep.org](http://www.wanep.org)

## BUREAUX NATIONAUX

COORDINATEURS

LIEU DU BUREAU/ ADRESSE DE CONTACT



### WANEP - SIERRA LEONE

NO. 57 Fort Street, off Circular Road, Freetown, Sierra Leone

P. O. Box 657

Tél : +232 76454813/ • Portable : +232 76454813

E-mail : wanep-sierraleone@wanep.org

X : @WanepL • Facebook : WANEP Sierra Leone

LinkedIn : WANEP-Sierra Leone

**M. Dominic Andrew BOIMA**

(Coordinateur du réseau national)

[dboima@wanep.org](mailto:dboima@wanep.org)

Sites Web : [www.wanepsierraleone.org](http://www.wanepsierraleone.org) ;

[www.wanep.org](http://www.wanep.org)



### WANEP - TOGO

Rue Dédjo, 253 AGP, Quartier Agbalépédo, Lomé - Togo

<https://maps.app.goo.gl/RQ5k5QWdqUhgRx2i8>

BP : 80 909, Lomé -Togo

Tél : +228 22 51 84 27 / 93 20 93 93

E-Mail : [wanep-togo@wanep.org](mailto:wanep-togo@wanep.org)

Sites Web : [www.waneptogo.org](http://www.waneptogo.org) ;

[www.wanep.org](http://www.wanep.org)

**M. Seyram Yawo ADIAKPO**

(Coordinateur du réseau national)

[sadiakpo@wanep.org](mailto:sadiakpo@wanep.org)

## POINT FOCAL WANEP



### WANEP - CAP-VERT

ACLVBG - Associação Cabo-Verdiana de Luta contra a

Violência Baseada no Género, Rua Cidade de Funchal,

nº2, 4 ºdto - Achada Sto António, Praia, Santiago

Tél : (bureau) + 238 3561609

Cel. : +239 955777

Email : [wanep@wanep.org](mailto:wanep@wanep.org)

Site Web : [www.wanepcapeverde.org/](http://www.wanepcapeverde.org/)

[site ; www.wanep.org](http://site;www.wanep.org)

**Mme Talina Ben'Holiel PEREIRA**

(responsable de NEWS et  
point focal) [newsmanager-](mailto:newsmanager-capeverde@wanep.org)

[capeverde@wanep.org](mailto:capeverde@wanep.org)



# Album

## DIX-HUITIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE WANEP



